

Consultation de la Société Civile en Afrique pour le développement durable des villes et des territoires

Résultats de la consultation 2020

Rapport technique





Consultation réalisée

Du 16 au 30 novembre 2020
En ligne par le biais d'un questionnaire

Par



Avec l'appui de la Coalition Internationale pour la Ville et les Territoires Durables
(ICOSCAT_CIVTED)



Rapport technique réalisé sur la base de l'analyse des données avec l'appui technique d'ODDIM
(Organisme de Développement Durable International et Multidisciplinaire)





Sommaire

• Introduction	4
• Méthode	6
• Résultats du sondage	8
• Synthèse générale des recommandations	29
• Priorités et recommandations par pays (TOP 10)	52
• Annexe (Questionnaire)	79



Introduction

Maggie Cazal, Présidente-Fondatrice d'USF

L'ONG Urbanistes Sans Frontières (USF) a créé, début 2018, le programme « Afrique Villes Durables » pour renforcer les coopérations et les partenariats multi-acteurs et inter-pays dans les domaines du développement durable des villes et des territoires.

Dans ce cadre, USF a mis en place des groupes de travail ainsi que des projets pilotes, accompagnés d'actions événementielles afin de sensibiliser les décideurs et citoyens et de renforcer la capacité des partenaires.

Le programme « Afrique Villes Durables » comprend six groupes de réflexion, animés par soixante experts africains et européens.

Les six groupes thématiques sont les suivants :

- Institutions territoriales et gouvernance
- Outils juridiques et financiers, Ingénierie de projet
- Démographie, développement humain et économique
- Urbanisme et aménagement du territoire
- Environnement et ressources naturelles
- Habitat, équipements, services, vie sociale et culturelle

Depuis printemps 2018, de nombreux forums sont organisés par USF en France et dans plusieurs pays d'Afrique comprenant des conférences-débats, des tables rondes, des ateliers et des visites techniques.

Les actions visées par ce programme ont un rôle pédagogique en matière de développement durable et notamment pour le croisement des enjeux d'urbanisation avec les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD).

Dans ce contexte, des actions de consultation ont été mises en place afin de récolter les problématiques, les priorités et les recommandations des citoyens.

Les recommandations reçues et synthétisées sont analysées en ciblant les ODD afin de proposer et de mettre en œuvre :

- Des plans d'actions avec les collectivités territoriales
- Des projets pilotes apportant de nouveaux concepts de gouvernance et d'aménagement des territoires
- Des solutions innovantes apportant des valeurs ajoutées dans les domaines de R&D et des projets urbains
- Des contributions visant l'Agenda 2030 et à l'Agenda 2063



Ces actions sont menées avec la Coalition Internationale pour la Ville et les Territoires Durables (ICOSCAT_CIVTED). Cette Coalition a été mise en place fin juin 2018 à Tunis, lors du Forum Afrique du Nord, organisé par USF dans le cadre du programme « Afrique Villes Durables ».

La grande consultation, réalisée du 16 au 30 novembre 2020, a été organisée à la suite des résultats de la consultation 2019 « À l'écoute de la société civile pour la fabrique de la ville durable en Afrique ».

Rappel du contexte de la consultation 2019

La consultation 2019 a eu lieu du 7 au 30 octobre 2019 dans 14 pays d'Afrique autour du thème « À l'écoute de la société civile pour la fabrique de la ville durable en Afrique ».

La consultation 2019 a été menée par un cycle d'événements co-organisés avec les partenaires de la Coalition « ONG ; associations professionnelles ; universités et centres de recherches ; petites entreprises ». Ces événements ont réuni les acteurs locaux engagés, en format : conférence, table ronde, atelier, visite de sites.

Chaque événement a souligné des problématiques spécifiques. Les participants ont travaillé sur les enjeux liés aux problématiques prioritaires et ont formulé des recommandations. Ce travail très précieux est le résultat des efforts menés, par l'implication directe, de plus de 200 personnes issues de 28 types de partenariats avec 67 acteurs africains (membres de la coalition). Plus de 5000 personnes (public invité par les partenaires co-organisateur) ont participé à ces événements et ont apporté leur contribution.

Contexte de la grande consultation 2020

A la suite des résultats de la consultation 2019, les grandes thématiques ont été mises en évidence pour guider le déroulement de la consultation de 2020. Cette consultation a eu lieu, en ligne, du 16 au 30 novembre 2020 via un questionnaire (cf. Annexe)

Les membres de la Coalition des acteurs ont partagé le lien du questionnaire aboutissant à une participation de 14151 personnes dans 38 pays d'Afrique ; 47283 recommandations sont reçues et synthétisées.

Les dix pays en tête, par nombre de participants, sont les suivants (TOP 10) : Nigeria ; Tunisie ; Sénégal ; Bénin ; Cameroun ; Guinée ; Kenya ; Maroc ; Burkina Faso ; Ouganda.

Ce rapport technique présente le résumé des résultats de la consultation 2020 et la synthèse des recommandations.



Méthode

La consultation a été réalisée du 16 au 30 novembre 2020 en ligne via « Typeform » avec l'appui technique d'ODDIM « Organisme de Développement Durable International et Multidisciplinaire ».

La durée de la consultation a été fixée à 15 jours afin de pouvoir contenir la mobilisation durant cette période.

L'annonce de la consultation a été diffusée dans les réseaux des partenaires et membres de la Coalition Internationale pour la Ville et les Territoires Durables (ICOSCAT-CIVTED) réunissant plus de 400 entités africaines (ONG ; associations professionnelles ; universités et centres de recherches ; petites entreprises et professionnels)

Il est important de signaler que l'annonce de la consultation a, notamment, circulé dans les milieux professionnels et associatifs. La grande partie des participants est considérée de classe intermédiaire et/ou exerçant des professions intellectuelles. Toutefois, l'annonce et le lien de la consultation ont été, très activement, transmis dans les milieux associatifs permettant la participation d'un large panel de citoyens, issus de diverses catégories socio-économiques.

Seuls les habitants des pays d'Afrique ont eu droit à participer à cette consultation.

Avant l'analyse des résultats, les réponses reçues des pays « hors Afrique » ainsi que les réponses reçues en doublon ont été supprimées.

Le questionnaire de la consultation comporte une partie administrative et une partie technique.

A. La partie administrative demande le renseignement des éléments suivants :

- Nom
- Prénom
- Organisme ou profession
- Email
- N° WhatsApp
- Ville
- Pays

Ainsi, une fois les informations administratives sont vérifiées, la participation est actée en communiquant aux analystes les réponses aux questions techniques (donc à la consultation) d'une manière anonyme en gardant de la partie administrative seulement les informations liées à la ville et au pays.



B. La partie technique est composée de sept questions :

- Cinq questions sous forme de sondage afin de classer les priorités. Pour ces questions, le participant dispose de trois choix maximum (le participant peut donc choisir de 1 à 3 réponses parmi les listes des propositions) (cf. Annexe)
- Une question sous forme d'échelle d'évaluation de 1 à 10 (1 étant la note la plus basse)
- Une question ouverte pour recueillir les recommandations des participants.

La liste des sept questions techniques de la consultation :

Q1/ Parmi les objectifs ci-après, quels objectifs doivent être les priorités de votre collectivité territoriale ? (trois choix max)

Q2/ Concernant le logement, parmi les propositions ci-après, quelles seraient selon vous les trois solutions indispensables pour votre ville ? (trois choix max)

Q3/ Concernant les modes de déplacements et le système des transports, parmi les propositions ci-après, quelles seraient selon vous les trois solutions indispensables pour votre territoire ? (trois choix max)

Q4/ Concernant l'espace public, parmi les propositions ci-après, quelles seraient selon vous les trois solutions indispensables pour votre quartier ? (trois choix max)

Q5/ Parmi les problèmes indiqués ci-après, quels sont selon vous les trois problèmes dominants qui freinent le développement durable de votre territoire ? (trois choix max)

Q6/ Sur une échelle de 1 à 10, quelle note donnez-vous à la gouvernance urbaine et la gestion de la ville de votre collectivité territoriale (1 étant la note la plus basse)

Q7/ Se fondant sur vos réponses de la question précédente, quelles sont vos trois recommandations pour le développement durable de votre ville ?

Méthodologie d'analyse des résultats

Les résultats des questions de N°1 à N°6 sont traités par le biais du logiciel Excel et modélisés sous forme de tableaux et de graphiques.

Les résultats de la question N°7, liés aux recommandations, sont synthétisés par priorité (mettant en évidence les propositions les plus répétées) et détaillés par pays.

Une approche comparative est recherchée entre les pays d'Afrique Francophone et les pays d'Afrique Anglophone, à la suite du constat de certaines différences remarquables.

Une approche « territorialisée » est suivie concernant le choix d'analyse détaillée et synthétisée des recommandations reçues des dix pays (TOP 10) où un fort taux de participation a été enregistré.



Résultats du sondage



Résultat

Nombre de participants

Les pays où les participations sont enregistrées	Afrique Anglophone	Afrique Francophone	Total
Autres (11 pays où la participation est inférieure à 50)			314
Algérie		529	
Bénin		924	
Burkina Faso		614	
Cameroun		754	
Chad		236	
Cote d'Ivoire		568	
RDC République Démocratique du Congo		358	
Égypte	526		
Éthiopie	236		
Gabon		63	
Ghana	59		
Guinée		723	
Kenya	713		
Madagascar		72	
Mali		374	
Mauritanie		103	
Maroc		691	
Niger		394	
Nigeria	2204		
Rwanda	138		
Sénégal		1131	
Afrique du Sud	323		
Tanzanie	136		
Togo		68	
Tunisie		1254	
Ouganda	592		
Zimbabwe	54		
Totaux	4981	8856	314

Commentaire

Un total de 14151 participations sont enregistrées de 38 pays.

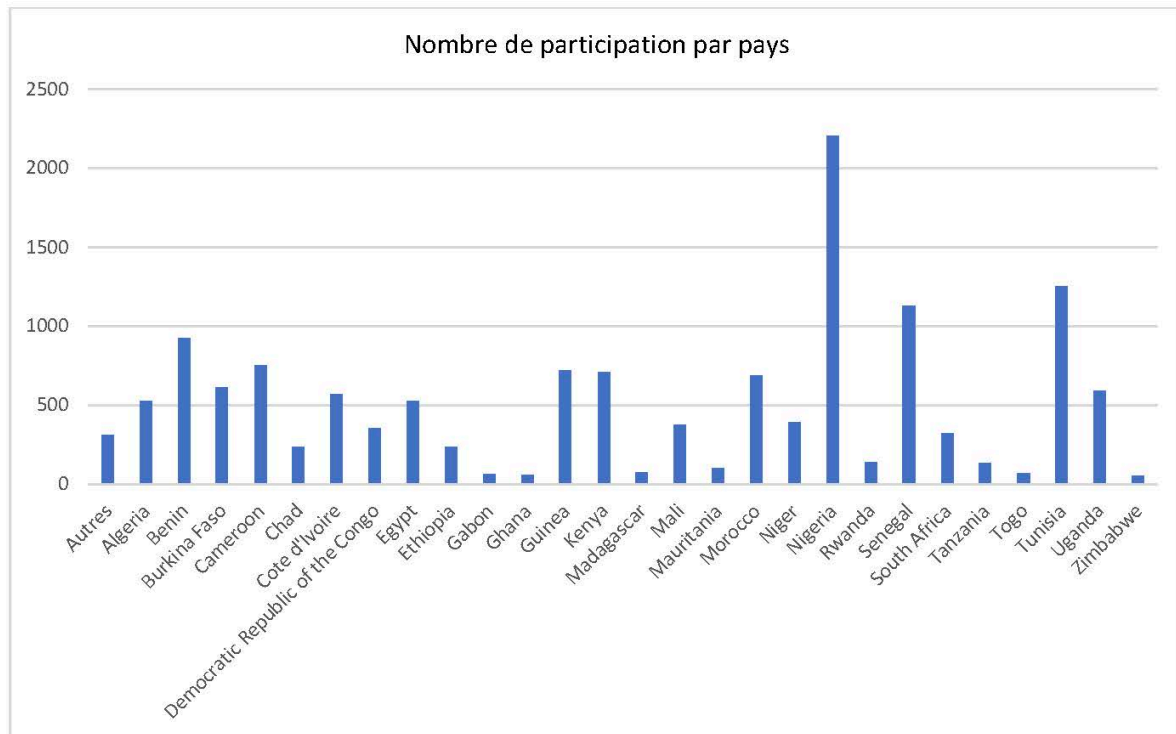
Dix pays viennent en tête de participation, par ordre : Nigeria, Tunisie, Sénégal, Bénin, Cameroun, Guinée, Kenya, Maroc, Burkina Faso, Ouganda.

Environ deux-tiers des participants sont des pays d'Afrique Francophone.



Résultat

Nombre de participants



Le nombre de participants = 14151

Le nombre de pays où les participations ont été enregistrées = 38

Les résultats des pays qui ont réuni moins de 50 participants sont calculés dans « Autres pays ».

Commentaire

Le graphique ci-haut démontre le nombre des participants par pays.

Il est important de remarquer que certains pays ont enregistré un très haut taux de participation. Il s'agit notamment du Nigeria, de la Tunisie et du Sénégal.

Certes, le Nigeria est le pays le peuplé d'Afrique et Lagos est la plus grande ville d'Afrique, mais le nombre de participants ne sont pas en adéquation directe avec le nombre de la population du pays. En effet, le réseau de la Coalition et les actions d'USF dans le pays ont motivé les acteurs locaux de la société civile et ont donc mobilisé une grande participation. C'est aussi le cas du Bénin, du Cameroun et de la Guinée.



Résultat

Les objectifs prioritaires pour la collectivité territoriale selon le participant

Priorité pour la Collectivité Locale selon le participant	Afrique Anglophone	Afrique Francophone	Total
Éliminer les bidonvilles et fournir des logements sûrs et abordables	2970	3157	6127
Développer des réseaux de transports accessibles et abordables	2530	2873	5403
Réduire l'étalement urbain	825	1154	1979
Accroître la participation à la gouvernance urbaine	1320	2358	3678
Renforcer la préservation de la culture et du patrimoine	385	1282	1667
Relever les défis de la résilience urbaine et du changement climatique	1705	2465	4170
Mieux gérer l'environnement urbain, la pollution, les déchets	1815	5268	7083
Assurer pour tous l'accès à des espaces publics sûrs et sécurisés	825	1312	2137
Améliorer la gestion urbaine grâce à de meilleures politiques et réglementations urbaines	1540	2984	4524
Totaux	13915	22853	36768

Priorité « par ordre » pour la Collectivité Locale selon le participant

Mieux gérer l'environnement urbain, la pollution, les déchets	7083	19%
Éliminer les bidonvilles et fournir des logements sûrs et abordables	6127	17%
Développer des réseaux de transports accessibles et abordables	5403	15%
Améliorer la gestion urbaine grâce à de meilleures politiques et réglementations urbaines	4524	12%
Relever les défis de la résilience urbaine et du changement climatique	4170	11%
Accroître la participation à la gouvernance urbaine	3678	10%
Assurer pour tous l'accès à des espaces publics sûrs et sécurisés	2137	6%
Réduire l'étalement urbain	1979	5%
Renforcer la préservation de la culture et du patrimoine	1667	5%
Totaux	36768	100%

Commentaire

Les trois priorités qui apparaissent clairement concernent, par ordre :

1. L'environnement
2. Le logement
3. Le transport

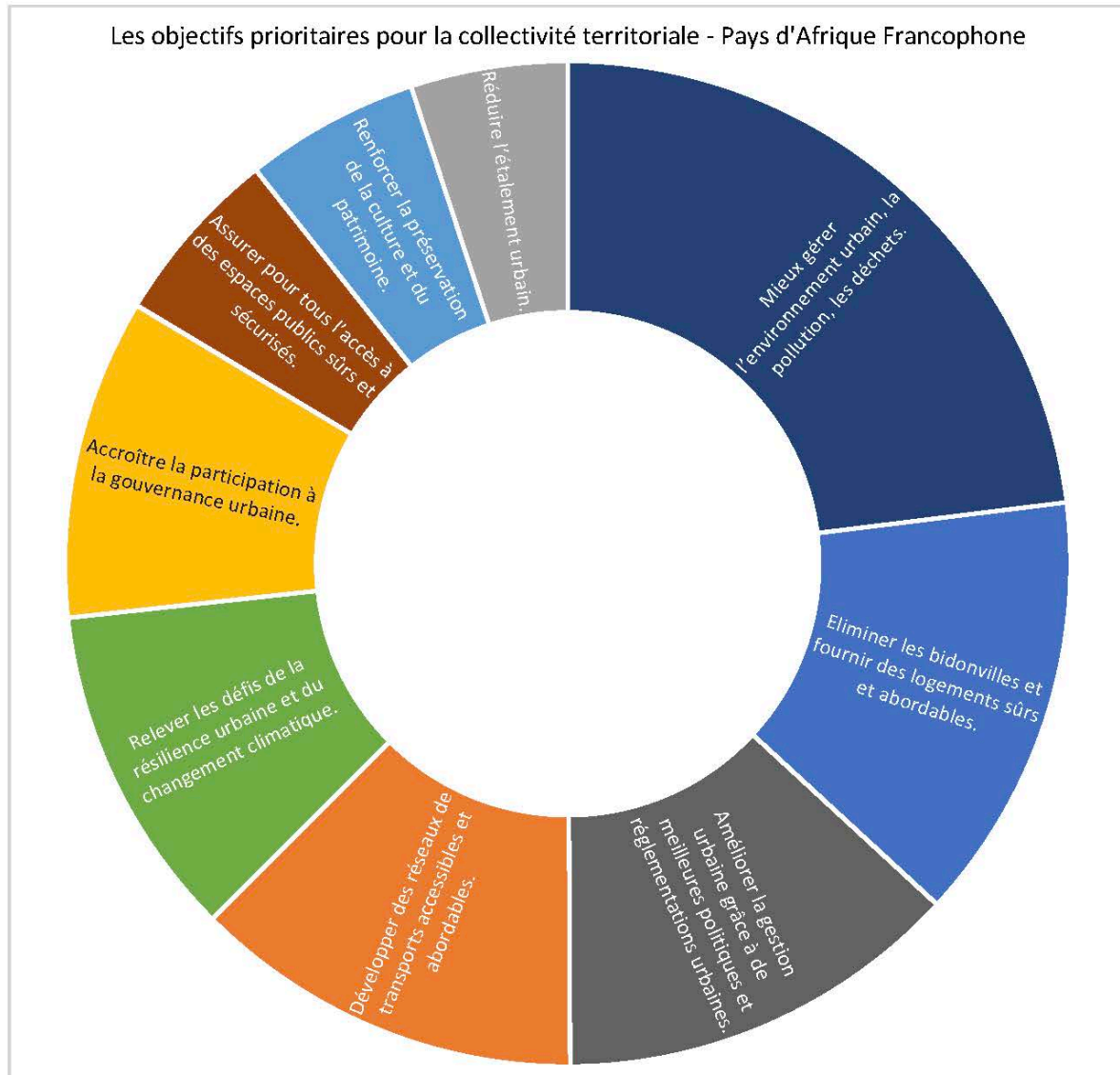
La différence entre les pays d'Afrique Francophone et les pays d'Afrique Anglophone : la tendance est inversée entre l'environnement et le logement comme première priorité. Le transport prend une préoccupation prioritaire pour les pays d'Afrique Anglophone alors que l'environnement et la gestion urbaine préoccupent les pays d'Afrique Francophone.



Résultat

Les objectifs prioritaires pour la collectivité territoriale selon le participant

Pays d'Afrique Francophone



Commentaire

Pour les pays d'Afrique Francophone, les trois priorités qui apparaissent sont, par ordre :

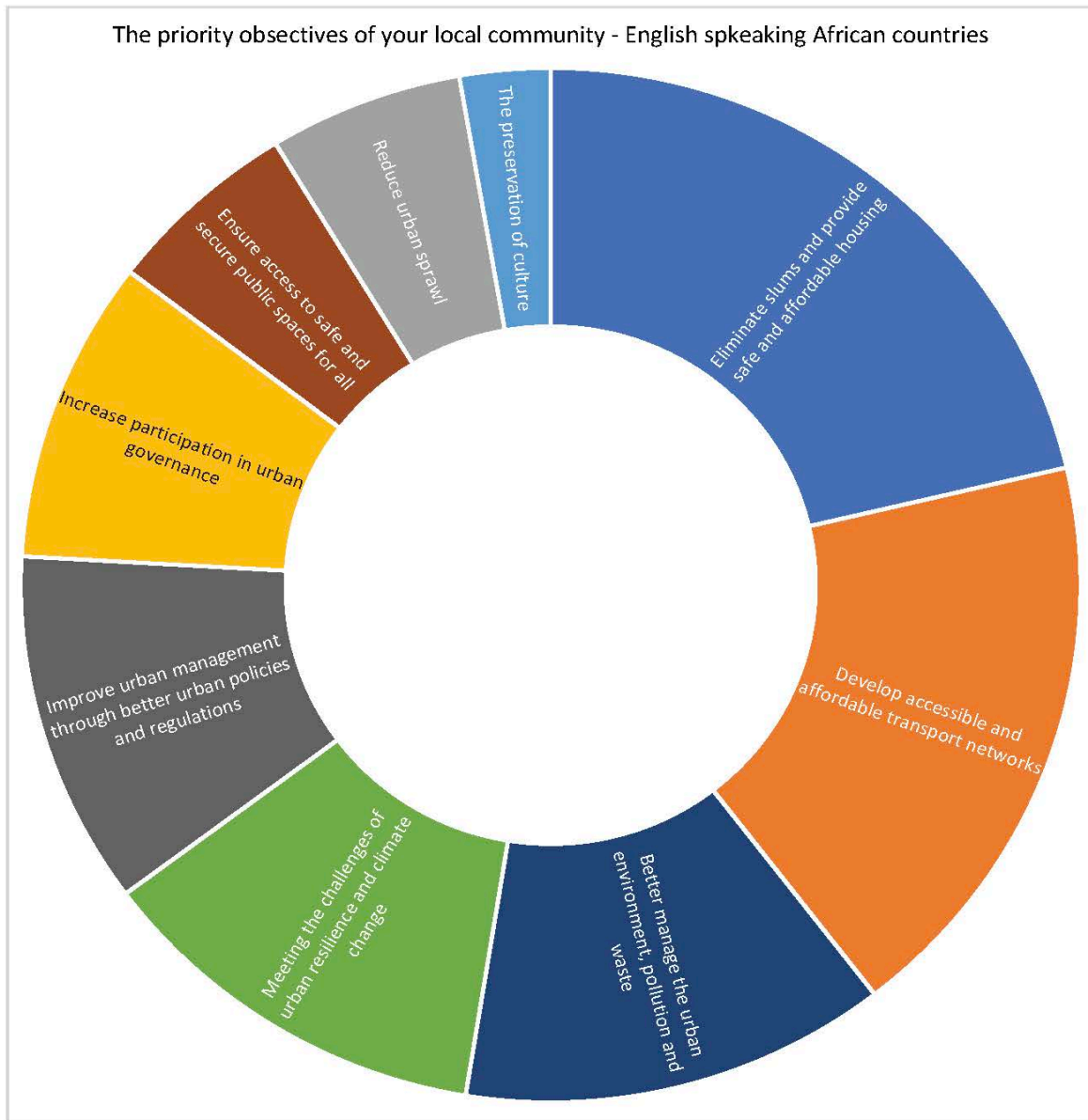
1. L'environnement
2. Le logement
3. La gestion urbaine (politiques règlementaires)



Résultat

Les objectifs prioritaires pour la collectivité territoriale selon le participant

Pays d'Afrique Anglophone



Commentaire

Pour les pays d'Afrique Anglophone, les trois priorités qui apparaissent sont, par ordre :

1. Le logement
2. Le transport
3. L'environnement



Résultat

Les solutions indispensables concernant le logement

Les solutions concernant le logement	Afrique Anglophone	Afrique Francophone	Total
La sécurité foncière	1540	2860	4400
Le respect des règles d'urbanisme et de construction	3300	5280	8580
L'accès à l'eau potable	1100	3245	4345
L'accès aux installations d'assainissement	1650	2310	3960
L'accès à l'électricité	935	880	1815
Le ramassage des déchets	1265	2970	4235
La connectivité internet	220	385	605
L'adéquation culturelle	165	275	440
Le prix (le coût et l'abordabilité)	1595	1375	2970
L'accessibilité et l'emplacement	825	440	1265
L'extension de la surface habitable	275	165	440
Le choix des matériaux de construction	220	660	880
L'utilisation des énergies renouvelables	440	2035	2475
La récupération des eaux pluviales	55	1045	1100
La forme architecturale	275	275	550
La végétalisation	440	1430	1870
Totaux	14300	25630	39930

Commentaire

Pour tous les pays participants, une tendance majoritaire et claire apparaît comme première solution essentielle et indispensable :

1. Le respect des règles d'urbanisme et de construction

Les autres solutions prioritaires pour le logement sont, par ordre :

2. La sécurité foncière
3. L'accès à l'eau potable
4. Le ramassage des déchets
5. L'accès aux installations et assainissement

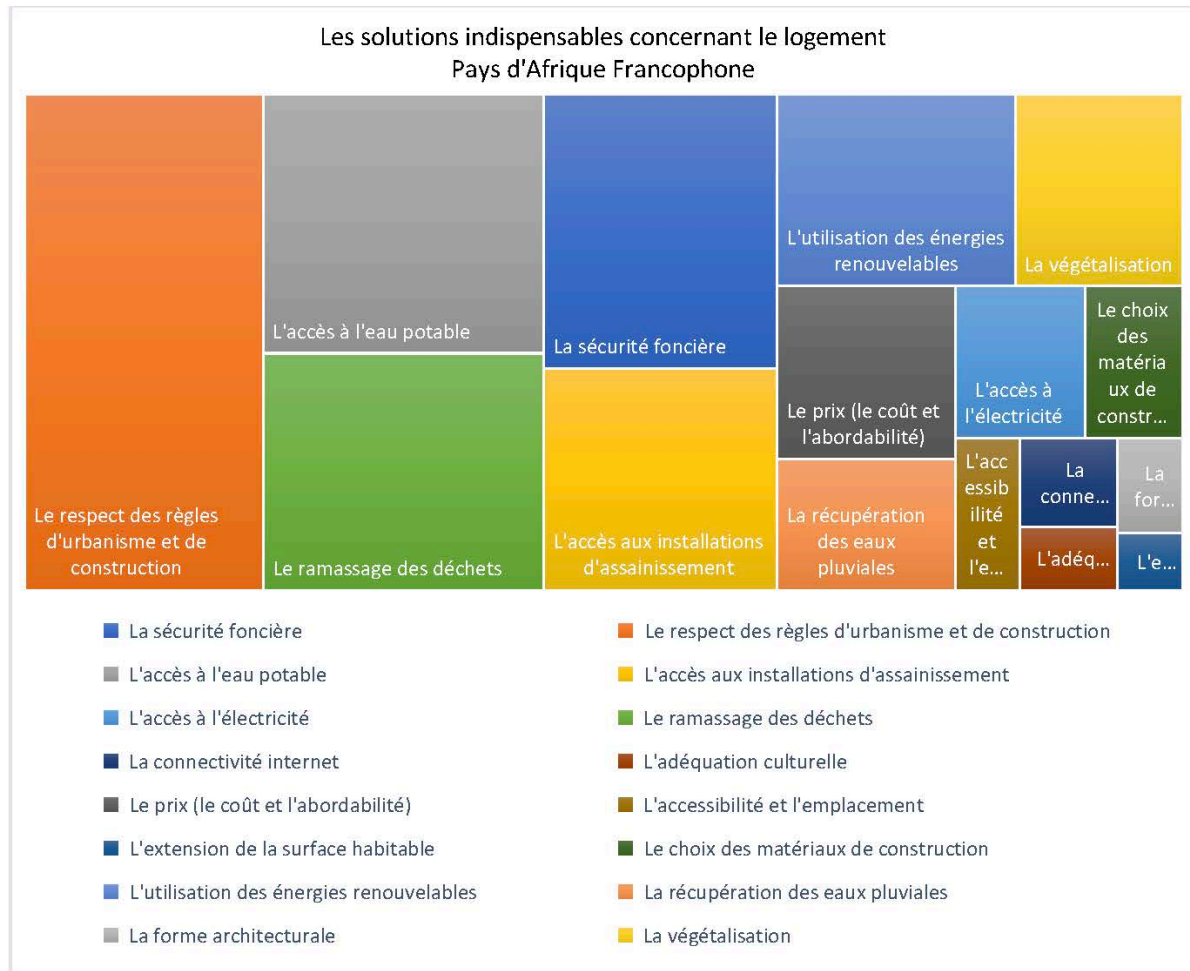
Des différences importantes existent entre les pays d'Afrique Francophone et les pays d'Afrique Anglophone. Alors que tous sont unanimes pour classer comme solution primordiale « le respect des règles d'urbanisme et de construction », l'Afrique Francophone met « l'accès à l'eau potable » et « le ramassage des déchets » avant « la sécurité foncière », contrairement à l'Afrique Anglophone qui met « l'accès à l'assainissement » et « la sécurité foncière » en priorité. D'ailleurs, l'Afrique Anglophone signale parmi ses priorités majeures, les solutions nécessaires pour le prix et « l'abordabilité » du logement.



Résultat

Les solutions indispensables concernant le logement

Pays d'Afrique Francophone



Commentaire

Pour les pays d'Afrique Francophone, trois solutions prioritaires apparaissent, par ordre :

1. Le respect des règles d'urbanisme et de construction (21%)
2. L'accès à l'eau potable (13%)
3. Le ramassage des déchets (12%)

Il est important de signaler les solutions prioritaires suivantes :

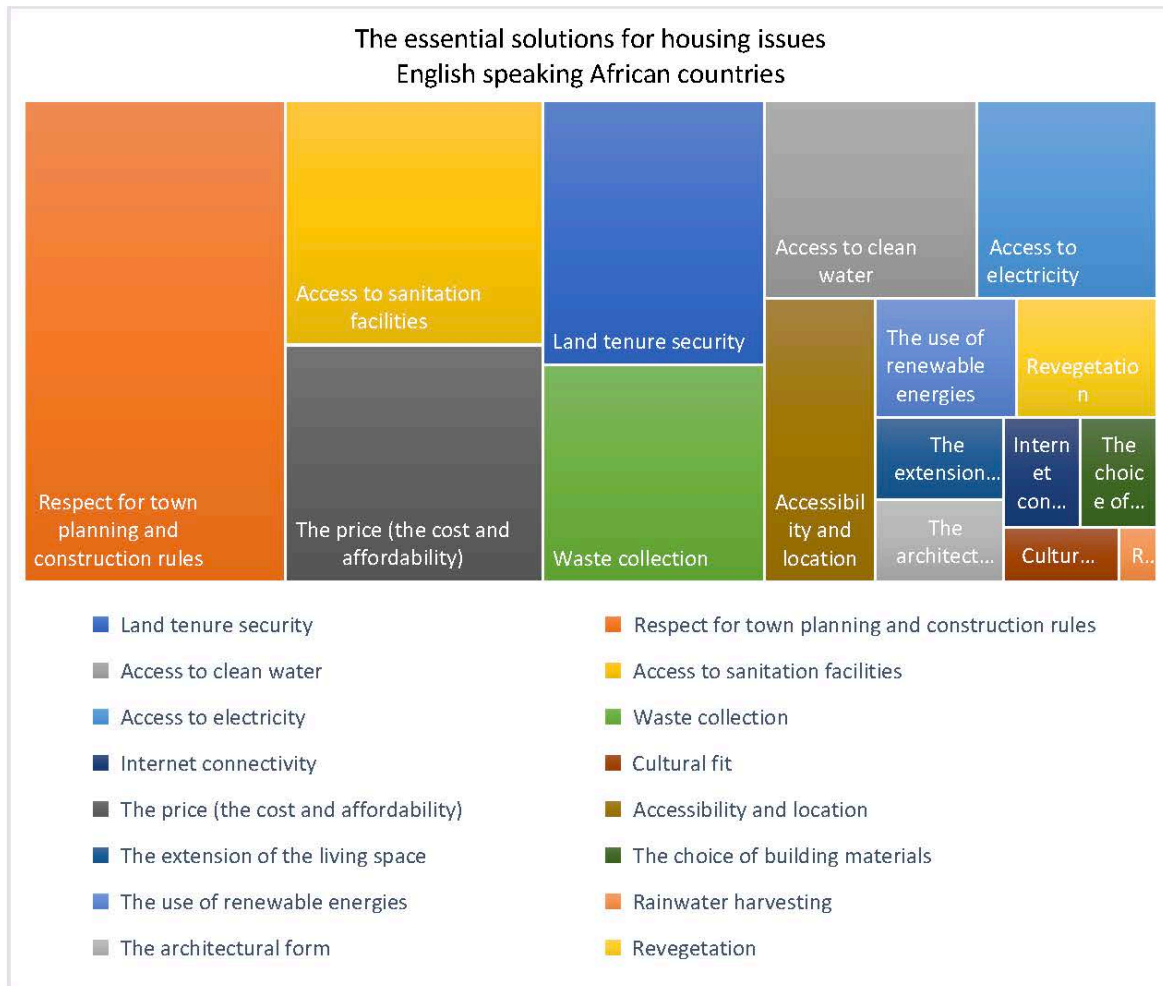
4. La sécurité foncière (11%)
5. L'accès aux installations d'assainissement (9%)



Résultat

Les solutions indispensables concernant le logement

Pays d'Afrique Anglophone



Commentaire

Pour les pays d'Afrique Anglophone, trois solutions priorités apparaissent, par ordre :

1. Le respect des règles d'urbanisme et de construction (23%)
2. L'accès aux installations d'assainissement (12%)
3. La sécurité foncière (11%)

Il est important de signaler les solutions prioritaires suivantes :

4. Le prix du logement, coût et « abordabilité » (11%)
5. Le ramassage des déchets (9%)



Résultat

Les solutions indispensables concernant les modes de déplacements et le système des transports

Les solutions concernant les modes de déplacements et le système des transports	Afrique Anglophone	Afrique Francophone	Total
La couverture de tout l'espace urbain par des transports en commun	1980	3410	5390
La connexion des espaces urbains et des zones rurales par des transports en commun	2035	2750	4785
Le choix des véhicules visant la réduction des pollutions atmosphériques et sonores	990	2915	3905
La prise en compte des personnes vulnérables et handicapées	880	3190	4070
La sécurité routière (réduction des accidents)	1375	2805	4180
La fiabilité et la ponctualité des transports	440	1430	1870
La connectivité internet dans les taxis et transports en commun	55	165	220
Le coût (le prix du déplacement)	715	880	1595
La planification urbaine et la multi-modalité	1925	1540	3465
La mobilité verte (utilisation des énergies renouvelables)	495	935	1430
La sécurisation des parcours des piétons	825	880	1705
La création d'espaces réservés ou de pistes pour les vélos, les bus, etc.	495	1155	1650
La réhabilitation des infrastructures existantes et/ou inutilisées (routes, chemins, rails, ...)	1485	2145	3630
L'amélioration innovante des infrastructures (espaces ou murs végétalisés autour des routes, revêtement avec une bonne absorption acoustique, revêtement anti-inondation, ...)	660	1430	2090
Totaux	14355	25630	39985

Commentaire

Pour tous les pays participants, une tendance majoritaire et claire apparaît comme solution essentielle et indispensable :

1. La couverture de tout l'espace urbain par des transports en commun

Les autres solutions prioritaires pour le transport et les modes de déplacements sont, par ordre :

2. La connexion des espaces urbains et des zones rurales par des transports en commun

3. La sécurité routière (réduction des accidents)

Des différences significatives n'existent pas entre les pays d'Afrique Francophone et les pays d'Afrique Anglophone. Tous classent les mêmes solutions en priorité.

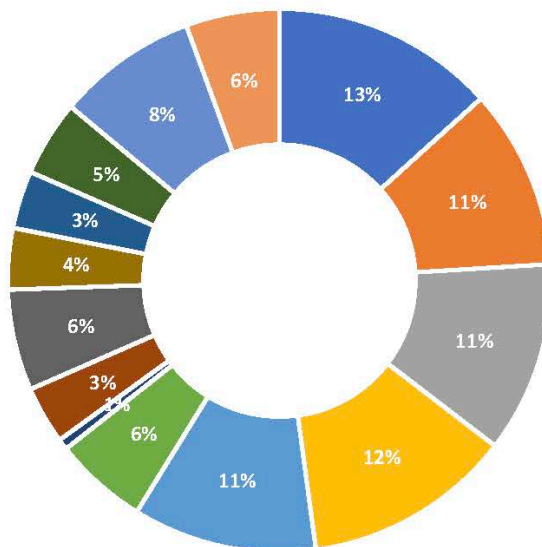


Résultat

Les solutions indispensables concernant les modes de déplacements et le système des transports

Pays d'Afrique Francophone

Les solutions indispensables concernant les modes de déplacements et le système des transports - Pays d'Afrique Francophone



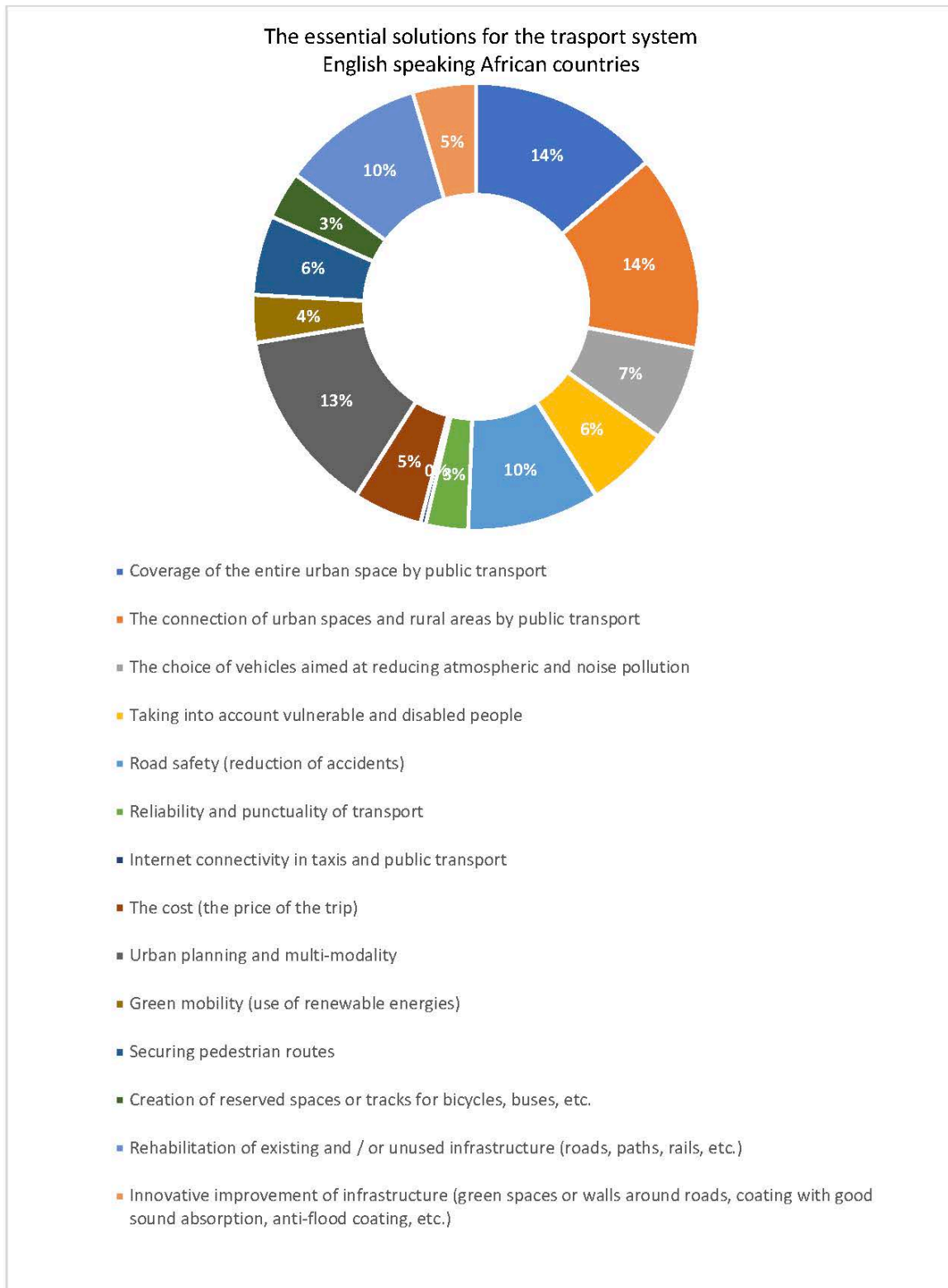
- La couverture de tout l'espace urbain par des transports en commun
- La connexion des espaces urbains et des zones rurales par des transports en commun
- Le choix des véhicules visant la réduction des pollutions atmosphériques et sonores
- La prise en compte des personnes vulnérables et handicapées
- La sécurité routière (réduction des accidents)
- La fiabilité et la ponctualité des transports
- La connectivité internet dans les taxis et transports en commun
- Le coût (le prix du déplacement)
- La planification urbaine et la multi-modalité
- La mobilité verte (utilisation des énergies renouvelables)
- La sécurisation des parcours des piétons
- La création d'espaces réservés ou de pistes pour les vélos, les bus, etc.
- La réhabilitation des infrastructures existantes et/ou inutilisées (routes, chemins, rails, ...)
- L'amélioration innovante des infrastructures (espaces ou murs végétalisés autour des routes, revêtement avec une bonne absorption acoustique, revêtement anti-inondation, ...)



Résultat

Les solutions indispensables concernant les modes de déplacements et le système des transports

Pays d'Afrique Anglophone





Résultat

Les solutions indispensables concernant l'espace public

Les solutions concernant l'espace public	Afrique Anglophone	Afrique Francophone	Total
L'éclairage public et la visibilité	1815	3685	5500
La sécurité urbaine (présence de contrôle et sûreté)	2365	2255	4620
L'aménagement des trottoirs	1045	2200	3245
La mise à niveau des voiries et lutte contre les inondations	2145	3300	5445
La création de places publiques ou d'espaces de rassemblement	1210	1650	2860
L'aménagement des jardins et des espaces verts	1100	2970	4070
L'intégration intergénérationnelle, création des aires de jeux pour enfants	770	935	1705
L'aménagement des espaces de sports pour les jeunes	495	1320	1815
Les activités culturelles en plein air	220	275	495
L'intégration et la sécurité des genres, notamment des femmes et enfants	550	1430	1980
La connectivité et gratuité d'internet dans certains espaces publics	220	550	770
La propreté des rues et la gestion des déchets	1100	2695	3795
L'aménagement des commerces de proximité et de marchés alimentaires	220	880	1100
L'installation de lieux de convivialité (cafés, restaurants, ...)	110	0	110
L'accès dans les espaces publics à l'eau potable et aux installations sanitaires	880	1760	2640
Totaux	14245	25905	40150

Commentaire

Pour tous les pays participants, une tendance majoritaire et claire apparaît comme solutions essentielles :

1. L'éclairage public et la visibilité
2. La mise à niveau des voiries et lutte contre les inondations

Les autres solutions prioritaires pour le l'espace public sont, par ordre :

3. La sécurité urbaine (présence de contrôle et sûreté)
4. L'aménagement des jardins et des espaces verts
5. La propreté des rues et la gestion des déchets

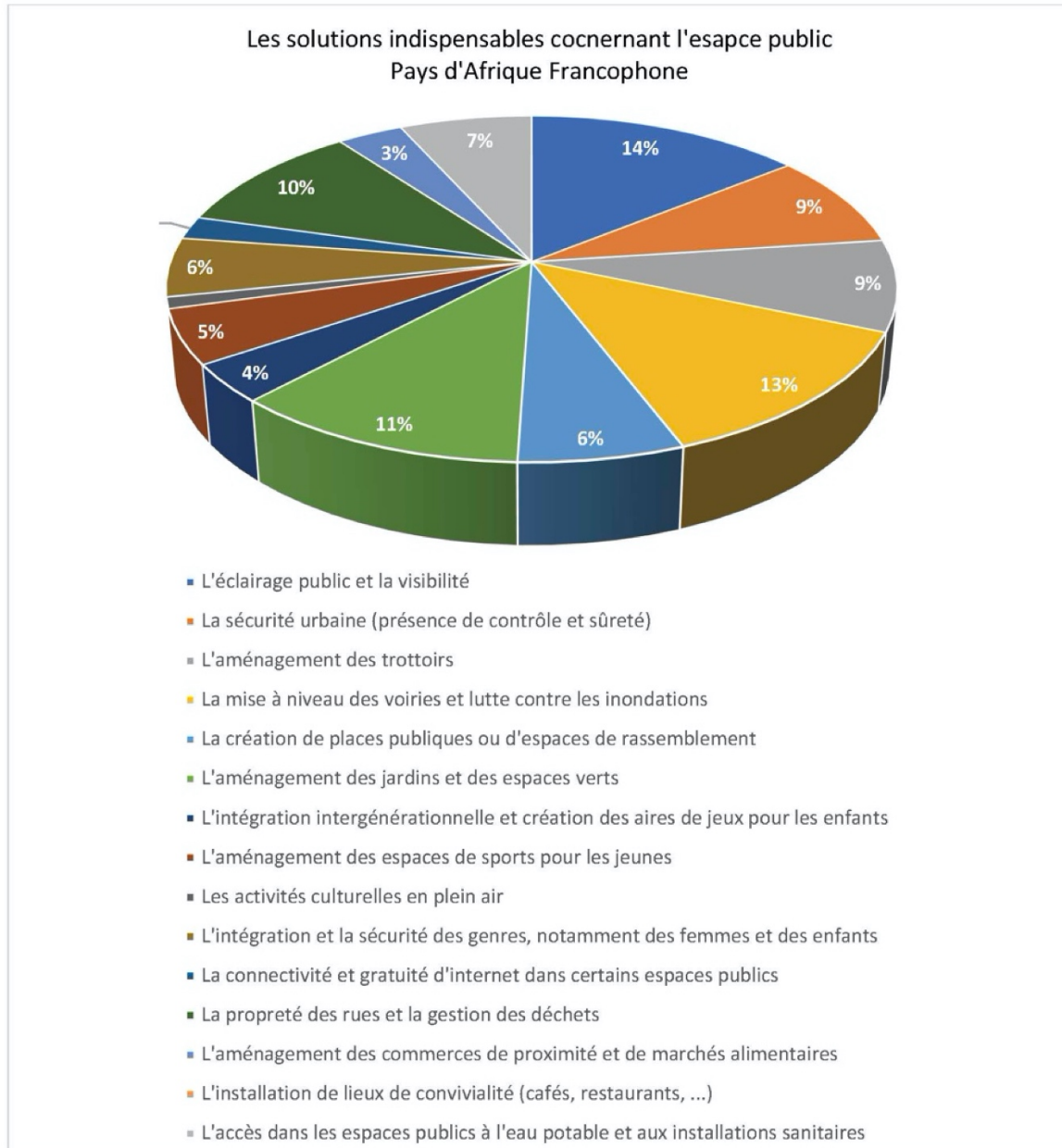
Des différences significatives existent entre les pays d'Afrique Francophone et les pays d'Afrique Anglophone. Alors que l'Afrique Francophone classe en tête des solutions « l'éclairage public et la visibilité », l'Afrique Anglophone classe « La sécurité urbaine (présence de contrôle et sûreté) » en tête de ses préoccupations. En revanche « La mise à niveau des voiries et lutte contre les inondations » vient en deuxième priorité pour tous.



Résultat

Les solutions indispensables concernant l'espace public

Pays d'Afrique Francophone



Commentaire

Pour les pays d'Afrique Francophone, trois solutions prioritaires apparaissent, par ordre :

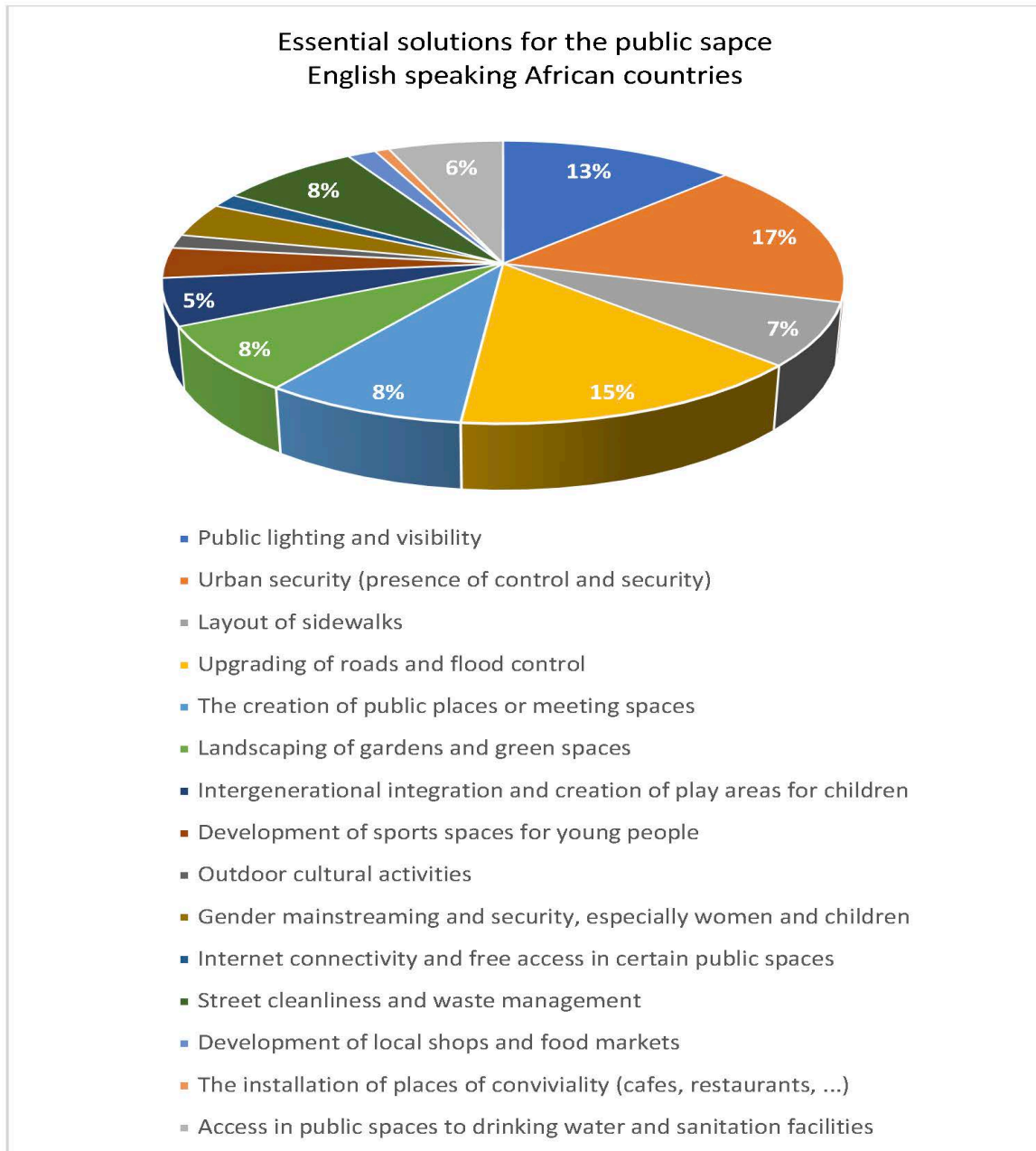
1. L'éclairage public et la visibilité (14%)
2. La mise à niveau des voiries et lutte contre les inondations (13%)
3. L'aménagement des jardins et des espaces verts (11%)



Résultat

Les solutions indispensables concernant l'espace public

Pays d'Afrique Anglophone



Commentaire

Pour les pays d'Afrique Anglophone, trois solutions prioritaires apparaissent, par ordre :

1. La sécurité urbaine (présence de contrôle et sûreté) (17%)
2. La mise à niveau des voiries et lutte contre les inondations (15%)
3. L'éclairage public et la visibilité (13%)



Résultat

Les problèmes dominants qui freinent le développement durable de la ville

Les problèmes dominants qui freinent le développement durable de la ville (selon le participant)	Afrique Anglophone	Afrique Francophone	Total
Les inégalités d'accès aux infrastructures et aux services de base	1650	2640	4290
La spéculation foncière et la difficulté d'accès à des logements décentes et abordables	2035	3355	5390
La forte présence de l'emploi indécemment et du chômage	1375	2640	4015
Le manque de systèmes éducatifs de qualité ou de formations nécessaires et accessibles	495	2145	2640
La pauvreté et l'urbanisation informelle	2860	3520	6380
L'isolement, l'individualisme et l'affaiblissement des cultures	110	110	220
La criminalité et l'insécurité	660	880	1540
La dégradation de l'environnement et des espaces naturels	880	1650	2530
L'agriculture intensive et la surconsommation	55	0	55
Les constructions et activités polluantes et leurs effets sur l'environnement	110	385	495
La perte de la biodiversité et la dégradation des milieux aquatiques	55	165	220
Le manque de gestion des déchets et de l'assainissement	495	1925	2420
La pollution des sols, de l'eau et de l'air ainsi que la dégradation de la santé publique	110	825	935
Le manque de prévention et de gestion des catastrophes naturelles (inondation, glissement de terrain, séisme, ...)	330	550	880
La corruption et l'absence de transparence des décisions et de la gestion des fonds publics	1430	2145	3575
Le manque d'information et de participation de la société civile	440	1045	1485
La faiblesse des cadres juridiques (manque ou insuffisance d'application des lois) et du fonctionnement des institutions	715	825	1540
Le manque de sources de financements et la défaillance dans la gestion publique et des ressources	385	1265	1650
Totaux	14190	26070	40260

Commentaire

Pour tous les pays participants, une tendance majoritaire et claire apparaît pour identifier le problème dominant :

1. La pauvreté et l'urbanisation informelle

Les autres problèmes qui freinent le développement durable de la ville sont, par ordre :

2. La spéculation foncière et la difficulté d'accès à des logements décentes et abordables
3. Les inégalités d'accès aux infrastructures et aux services de base

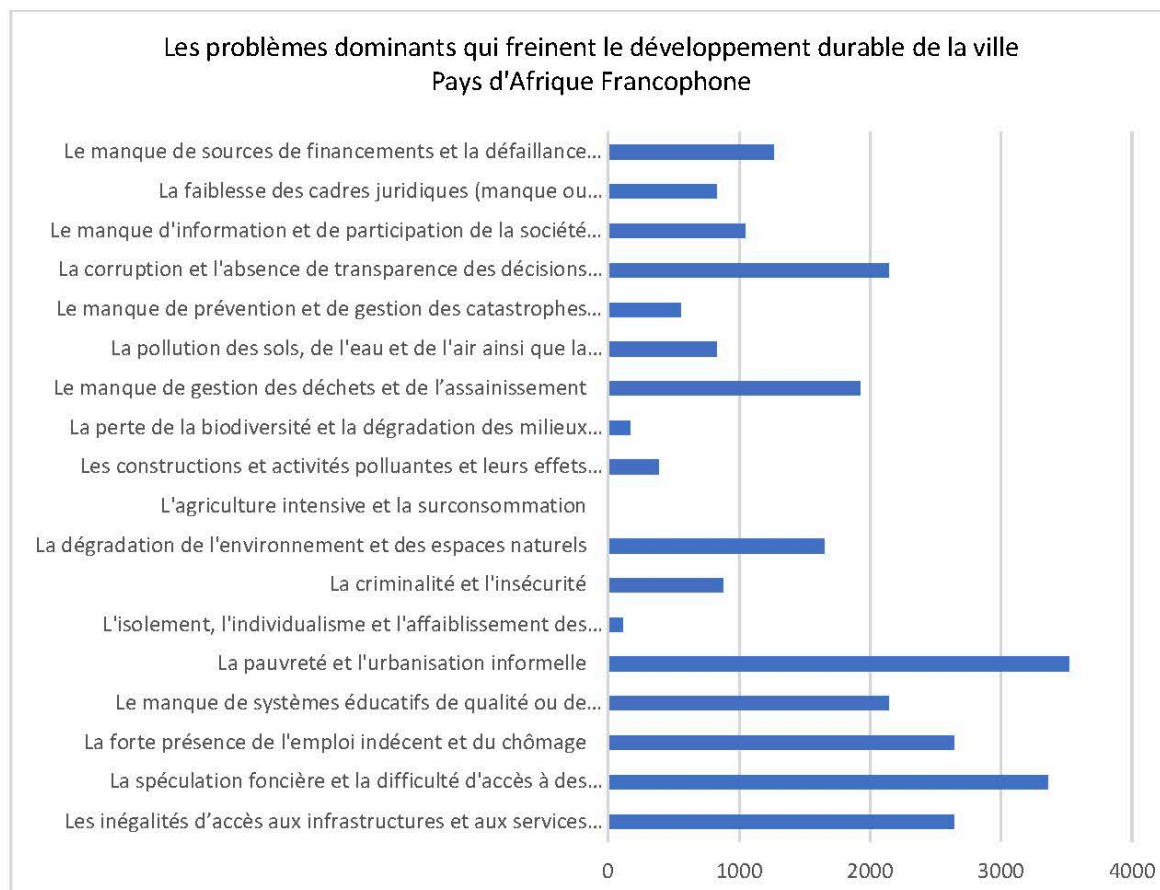
Des différences significatives n'existent pas entre les pays d'Afrique Francophone et les pays d'Afrique Anglophone. Le classement des problèmes majeurs sont identiques.



Résultat

Les problèmes dominants qui freinent le développement durable de la ville

Pays d'Afrique Francophone



Commentaire

Pour les pays d'Afrique Francophone, trois problèmes majeurs apparaissent, par ordre :

1. La pauvreté et l'urbanisation informelle
2. La spéculation foncière et la difficulté d'accès à des logements décentes et abordables
3. Les inégalités d'accès aux infrastructures et aux services de base

Les autres problèmes importants signalés sont, par ordre :

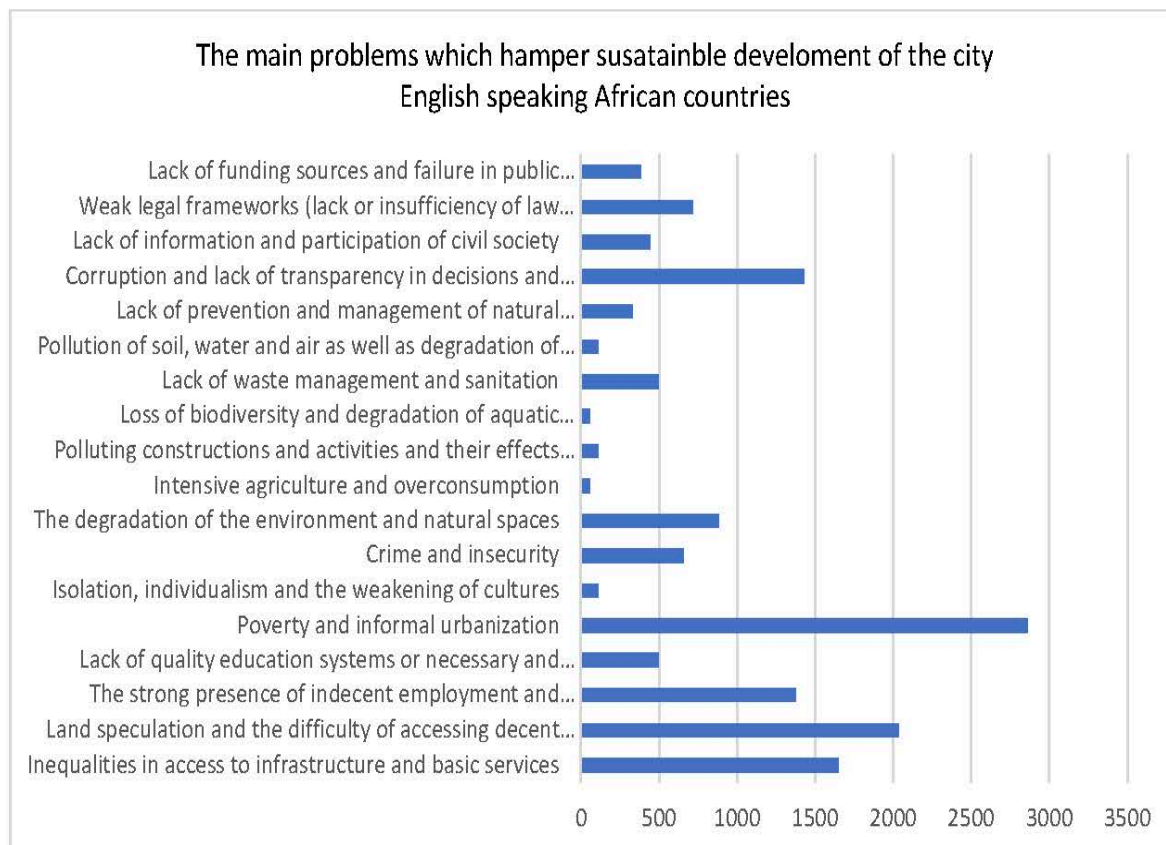
4. La forte présence de l'emploi indécemment et du chômage
5. Le manque de systèmes éducatifs de qualité ou de formations nécessaires et accessibles
6. La corruption et l'absence de transparence des décisions et de la gestion des fonds publics



Résultat

Les problèmes dominants qui freinent le développement durable de la ville

Pays d'Afrique Anglophone



Commentaire

Pour les pays d'Afrique Anglophone, trois problèmes majeurs apparaissent, par ordre :

1. La pauvreté et l'urbanisation informelle
2. La spéculation foncière et la difficulté d'accès à des logements décentes et abordables
3. Les inégalités d'accès aux infrastructures et aux services de base

Les autres problèmes importants signalés sont, par ordre :

4. La corruption et l'absence de transparence des décisions et de la gestion des fonds publics
5. La forte présence de l'emploi indécent et du chômage
6. La dégradation de l'environnement et des espaces naturels



Résultat

Évaluation de la gouvernance et de la gestion de la ville

Score donné sur une échelle de 1 à 10 (1 étant la note la plus basse)	Afrique Anglophone	Afrique Francophone	Total
Autres (11 pays où la participation est inférieure à 50)			3,85
Algérie		3,72	
Bénin		3,94	
Burkina Faso		4,01	
Cameroun		3,87	
Chad		4,28	
Cote d'Ivoire		3,57	
RDC République Démocratique du Congo		2,63	
Égypte	5,57		
Éthiopie	4,52		
Gabon		3,52	
Ghana	4,94		
Guinée		3,81	
Kenya	4,61		
Madagascar		4,98	
Mali		2,87	
Mauritanie		3,01	
Maroc		5,11	
Niger		3,72	
Nigeria	3,06		
Rwanda	4,14		
Sénégal		3,45	
Afrique du Sud	4,24		
Tanzanie	3,91		
Togo		3,91	
Tunisie		4,03	
Ouganda	5,27		
Zimbabwe	3,01		3,85
Score moyen	3,9	3,8	3,85

Commentaire

Le score moyen donné est de 3,84

L'Afrique Anglophone est mieux notée en comparaison avec l'Afrique Francophone.

Les pays les moins bien notés sont par ordre : RDC, Mali, Zimbabwe, Mauritanie, Nigéria, Sénégal.

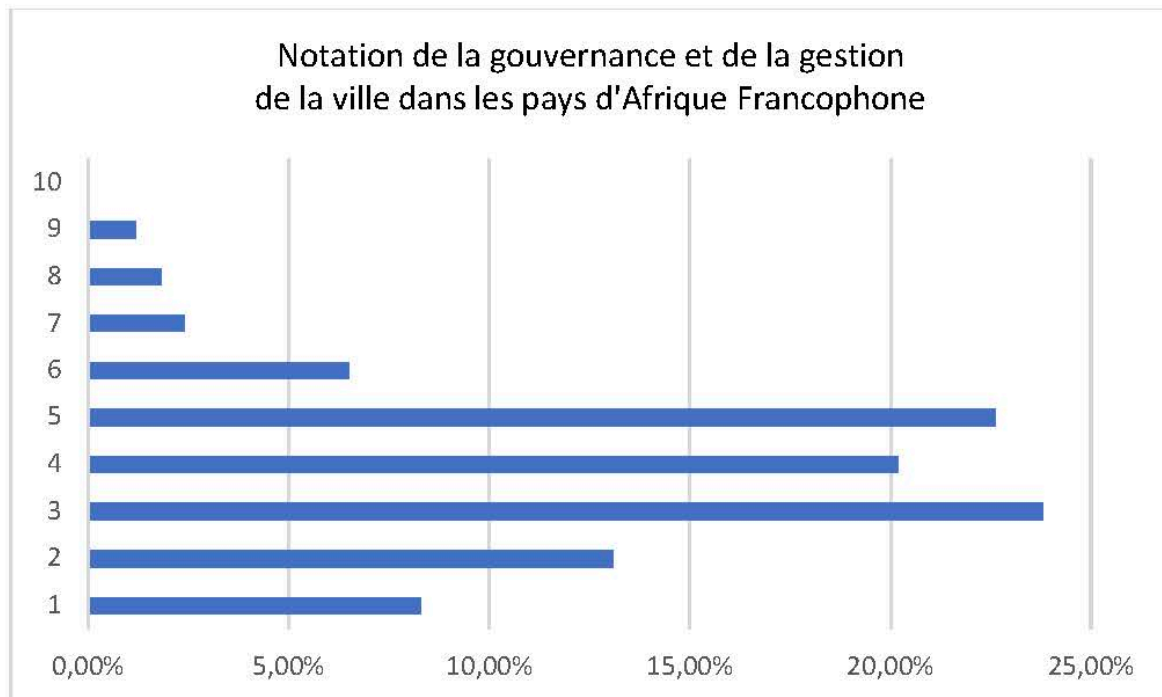
Les pays les mieux notés sont, par ordre : Égypte, Ouganda, Maroc, Madagascar, Ghana, Kenya.



Résultat

Évaluation de la gouvernance et de la gestion de la ville

Pays d'Afrique Francophone



Commentaire

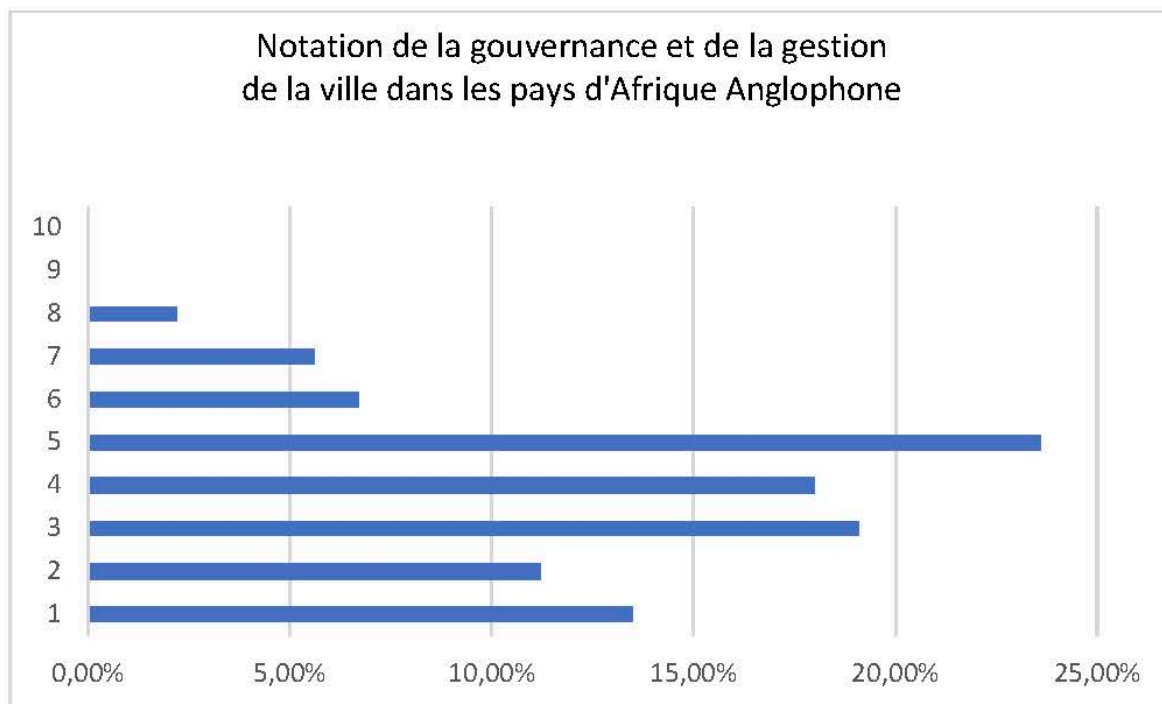
| Le score moyen des pays d'Afrique Francophone est 3,8



Résultat

Évaluation de la gouvernance et de la gestion de la ville

Pays d'Afrique Anglophone



Commentaire

| Le score moyen des pays d'Afrique Anglophone est 3,9



Synthèse générale des recommandations



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les objectifs visés par les recommandations

1. Rendre la gouvernance efficace et transparente
2. Éduquer, former et sensibiliser la population
3. Développer l'emploi et l'économie verte
4. Renforcer la participation des citoyens
5. Augmenter les financements de la ville
6. Améliorer la planification stratégique
7. Préserver et développer la biodiversité
8. Anticiper les changements climatiques et catastrophes naturelles
9. Lutter contre la corruption
10. Améliorer l'assainissement et la gestion des déchets
11. Restructurer et organiser les espaces publics
12. Garantir l'accès à un logement décent et abordable
13. Améliorer les systèmes de transport
14. Former les professionnels et les élus
15. Assurer l'accès à l'énergie durable
16. Éliminer les bidonvilles
17. Garantir l'accès à l'eau potable pour tous
18. Développer les systèmes agricoles
19. Renforcer la sécurité urbaine
20. Assurer l'accès aux services de santé



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 1 « Rendre la gouvernance efficace et transparente »

Transparence dans l'accès aux données, importance de la connaissance des ressources disponibles dans la ville.

Système de gouvernance amélioré et développement des capacités professionnelles / gestionnaires de la ville, urbanistes, ingénieurs municipaux.

Décentralisation de l'autorité de l'État vers les collectivités locales.

Implication des urbanistes dans la planification physique et économique au plus haut niveau de gouvernance.

Le gouvernement doit être rapproché du peuple grâce à un engagement accru entre le peuple et ses représentants.

Responsabilités définies des professionnels dans l'environnement bâti et identification des zones de chevauchement.

Produire un scénario «gagnant-gagnant» pour les ministères, au profit de l'individu, de la communauté et du pays. Aider le gouvernement à faire passer le budget d'un budget de consommation et à en faire un budget productif ; Réduire les dépenses publiques en subventions.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 2 « Éduquer, former et sensibiliser la population »

Une éducation de qualité et obligatoire pour chaque enfant jusqu'à 18 ans.

Meilleure gestion et diffusion de l'information dans les langues officielles et locales.

La sensibilisation du public et l'éducation civique sur un bon leadership et une bonne gouvernance éclaireront les choix électoraux.

Une attention particulière à l'enseignement ciblant l'apprentissage en relation avec le monde des entreprises fin d'aider les apprenants à s'élever et pouvoir rejoindre le marché du travail ou au moins être en mesure d'envisager de créer leur propre petite entreprise.

Renforcer l'éducation préscolaire et les activités extrascolaires en sensibilisant les parents et familles.

Soutien à une éducation publique de qualité par des financements locaux (en plus des financements nationaux). La question de l'éducation et celle du chômage sont liées. Des jeunes préparés pour le marché actuel de l'emploi sont mieux à même d'être embauchés et de contribuer au développement de leur ville et pays.

Encourager les formations de courte durée pour l'intégration dans le marché d'emploi.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 3 « Développer l'emploi et l'économie verte »

Le gouvernement devrait surveiller / contrôler le développement des activités économiques et encourager la création d'entreprises qui créeront des opportunités d'emploi au sein de la communauté.

Mettre en place des instituts et centres de formation professionnelle dans la perspective d'offrir les moyens pour la création des activités et d'emplois visant
La construction d'une nouvelle économie inclusive, génératrice de revenus et contribuant à la stimulation des communautés rurales.

Offrir des plateformes d'échanges et d'information pour tous afin de rendre les familles improductives productives et d'entretenir leurs propres besoins (par exemple : construire leurs propres maisons, planter ce qu'elles consomment, ...).

Faciliter administrativement et fiscalement la mise en œuvre de l'innovation dans la création d'entreprises (Utiliser les ressources naturelles dont elles disposent pour développer davantage de flux de revenus supplémentaires et la création de nouveaux emplois).

Davantage de marchés et d'industries devraient être mis en place pour de meilleures opportunités d'emploi, mais aussi pour la formation des jeunes aux compétences.

Mettre en place des systèmes d'accompagnement des jeunes start-up et des enfants déscolarisés dans les rues.

Formaliser les commerces informels.

Faire de la ville un centre d'affaires et assurer une relation directe avec infrastructures et nœud de transports (aéroports gares, ports, ...), en assurant sa relation avec les zones agricoles.

Création des emplois avec des salaires qui dépassent le salaire minimum et qui assurent un niveau de vie préservant la dignité humaine.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 4 « Renforcer la participation des citoyens »

Avoir une gouvernance inclusive et participative citoyenne qui donnerait aux citoyens un sentiment d'appartenance et leur serait plus facile de revendiquer la propriété de tous les programmes et projets gouvernementaux ayant contribué depuis le début jusqu'à la mise en œuvre.

Impliquer les communautés locales dans la planification et l'utilisation de l'économie partagée dans la mise en œuvre des projets municipaux.

Renforcement des relations entre les citoyens et les autorités avec la création de dialogues et de réunions de planification.

Un changement de paradigme est nécessaire pour se concentrer sur les besoins de la population en donnant à la communauté les moyens de s'aider elle-même - en créant des coopératives communautaires. Les membres de tous âges des coopératives communautaires indépendantes sont qualifiés dans une multitude de disciplines par des professionnels pour répondre aux besoins de la communauté.

Une approche horizontale de la participation des communautés locales pour contribuer aux projets locaux, établir une relation plus élaborée avec des responsabilités clairement réparties, renforcer la collaboration entre les différents niveaux de gouvernement (gouvernance à plusieurs niveaux), et de trouver des moyens réguliers et plus créatifs d'interaction avec la société civile.

Implications du citoyen dans la gestion de sa ville en développant le recours aux consultations populaires fréquentes et rapprochées.

Faire intervenir la société civile dans la prise de décision et la formulation des plans d'actions.

Implication des jeunes dans l'atteinte des 17 ODD.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 5 « Augmenter les financements de la ville »

La ville doit mobiliser les ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre des différents projets et programmes identifiés.

Donner aux collectivités locales les moyens d'être indépendantes en termes de financement afin qu'elles puissent assumer leurs rôles statutaires en tant que gouvernement au niveau local.

Le gouvernement devrait réduire le coût de la gouvernance et réorienter les ressources rares vers l'augmentation et l'amélioration des infrastructures et des services publics.

Privatisation de certaines fonctions de la ville comme les applications de développement et le contrôle.

Il est nécessaire que le gouvernement et les PPP (tous les acteurs concernés) collaborent entre eux pour aider à mutualiser les dépenses et coûts concernant, notamment, les projets liés à l'atténuation des problèmes environnementaux dans la ville.

Élargir la base de revenus des municipalités - se permettre de payer pour les services rendus par les municipalités / Créer une nouvelle base de recettes fiscales pour le gouvernement.

Faciliter le financement externe des coopératives communautaires.

Créer un point focal commun pour consolider le financement, réduire les coûts de duplication par les départements nationaux.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 6 « Améliorer la planification stratégique »

Développer des plans spatiaux pour toutes les villes avec une approche environnementale et d'«Urban Design»

Des techniques de détection géo-spatiale et à distance devraient être utilisées dans tous les documents d'urbanisme.

Pour assurer un développement durable, la ville doit se doter d'un plan directeur de développement à savoir des documents de planification urbaine, notamment en urbanisme réglementaire.

Revoir la politique de la planification urbaine en intégrant les changements climatiques à tous les niveaux.

Imposer le suivi et l'évaluation de tous les projets déjà réalisés (le suivi d'après projet est indispensable afin d'assurer la régularité et le respect des règles).

Pour un bon développement durable, il faut prendre en compte dans la planification urbaine une vision : le respect de l'environnement et l'amélioration de la qualité de vie pour les citoyens (l'utilisation des nouvelles règles sur l'énergie solaire et les nouvelles normes des constructions).



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 7 « Préserver et favoriser la biodiversité »

La construction de nouvelles infrastructures doit être programmé avec des normes obligatoires d'espaces verts.

Protection et Gestion écologique des zones humides et espaces aquatiques.

Changer la politique d'utilisation du gazon sur la majorité des espaces verts de la ville.

Plantation d'arbres à chaque devanture de maison.

Mettre en place plus d'espaces verts et planter encore plus d'arbres partout.

Il faut encourager les citoyens à implanter les végétations.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 8 « Anticiper les changements climatiques et catastrophes naturelles »

La prévention des catastrophes naturelles telles que les inondations et les tremblements de terre doit être considérée comme une priorité et un financement suffisant doit y être alloué.

Mise en place d'outil puissant SIG pour gérer les catastrophes naturelles.

La canalisation des eaux de pluie.

La meilleure gestion des catastrophes et des événements climatiques tels que les inondations à travers l'amélioration des systèmes de récupération et de collecte des eaux pluviales, ainsi que le recourt aux solutions fondées sur la nature pour maîtriser les flux d'eau.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 9 « Lutter contre la corruption »

Améliorer les principes de la démocratie après les élections.

Élection d'agents publics responsables qui comprennent ce que signifie une véritable gouvernance et qui seront prêts à écouter les voix de la population. Par conséquent, les dirigeants et les titulaires de charges publiques devraient être jugés par un tribunal compétent et poursuivis s'ils sont trouvés et inculpés de toute forme de corruption.

Des mesures rigoureuses devraient être mises en place pour contrôler les corrompus qui abusent des fonds publics pour pouvoir les inculper devant les tribunaux.

Pratiquer les tableaux de bord communautaires et responsabiliser les autorités.

Renforcer la lutte contre la corruption en procédant à la digitalisation des services publics.

Punir sévèrement la corruption sous toutes ces formes en mettant un système de dénomination actif et destitution immédiate des fonctions face aux preuves accablantes.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 10 « Améliorer l'assainissement et la gestion des déchets »

Définir une politique plus adaptée d'assainissement et de gestion des déchets qui inclue fortement le recyclage et la mise en place d'une véritable économie circulaire, ce qui pourrait créer des emplois notamment pour les jeunes et réduire l'insécurité liée au chômage net à la pauvreté.

Promouvoir les produits recyclés au niveau local pour encourager l'entrepreneuriat vert et créer de la valeur ajoutée.

Définir un cadre structurel pour une amélioration de la politique d'assainissement participatif et inclusif : la stratégie développée devra être pilotée par les Ministères suivants : l'Habitat, le Développement Urbain, l'environnement, l'économie.

Inclure la société civile et le secteur privé dans le processus préliminaire de rédaction des thèmes de référence liés au traitement des déchets.

Bâtir la stratégie d'assainissement en tenant compte des objectifs du nouvel agenda urbain et des documents stratégiques pour la croissance verte et l'emploi durable.

Construire un système de gestion des déchets et d'assainissement urbain adaptable à l'échelle du quartier et de la ville.

Encourager et/ou légiférer l'utilisation des emballages biodégradables.

Mise en place d'un système d'assainissement plus cohérent et intégrateur de toutes les composantes spatiales de la ville.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 11 « Restructurer et organiser les espaces publics »

Assurer la connectivité des espaces publics à internet.

Interdire l'occupation des trottoirs et le changement de vocation de l'habitation à commercial.

Appliquer la loi et les sanctions contre l'occupation anarchique de l'espace public.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 12 « Garantir l'accès à un logement décent et abordable »

Faire du logement une partie des avantages que reçoivent les fonctionnaires d'État. Les déductions mensuelles du fonds national du logement devraient être utilisées pour le confort des travailleurs et ne pas attendre après la retraite.

Lutter contre la spéculation foncière en dotant la collectivité d'un fichier unique sur le foncier.

Repenser l'immobilier avec des système d'appartements à niveau.

Mettre en place un Plan d'occupation des Sols (un plan d'urbanisme local) et un plan cadastral de la ville.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 13 « Améliorer les systèmes de transport »

Les routes carrossables doivent être considérées car elles jouent un rôle important en facilitant la circulation des biens et des services d'un endroit à un autre grâce à un minimum de stress et de coût.

Les mouvements de produits agricoles à l'extérieur des zones rurales vers les centres urbains doivent être envisagés de toute urgence, car certaines routes en état actuel nécessitaient d'être mis à niveau.

Renforcer les mobilités actives : variété et coût des transports en communs, aménagement d'espaces permettant les déplacements doux (piétons, vélos).

Sensibiliser les gens à l'importance de l'utilisation des voitures électriques.

Intégrer le mode de déplacements doux dans l'aménagement de l'espace en créant des itinéraires de marche à pieds.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 14 « Former les professionnels et les élus »

La ville doit être gouvernée de façon efficace et efficiente et pour cela elle doit disposer d'un personnel qualifié et d'outils juridiques adéquats.

Développer les sessions de formation à l'intention des élus des collectivités locales et de la société civile.

Renforcer les capacités des élus locaux par les outils de développement durable.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 15 « Assurer l'accès à l'énergie durable »

Encourager l'utilisation du système d'énergie verte dans le mode de transport notamment pour minimiser l'impact de la pollution par les différents véhicules accédant à la ville. Cela contribuera à réduire les émissions de carbone qui affectent les habitants des villes.

Encourager et élargir la production d'énergie renouvelable et décentralisée et localisée.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 16 « Éliminer les bidonvilles »

Mise à niveau des bidonvilles par certaines interventions ciblées comme la fourniture de bibliothèques ou d'autres espaces sociaux.

Suppression des bidonvilles pour construire des bâtiments de logements abordables pour les résidents de la région et d'autres, et ce faisant, incorporer un meilleur système de transport dans la région afin que l'accès à la zone puisse supporter un nombre croissant de voitures et parking (voiture et vélo) ainsi que se station de transports en commun.

Améliorer les établissements d'information au formel pour assurer l'accès de collectes des déchets dans ces zones et les services essentiels (eau, assainissement, électricité)

Formaliser le secteur informel pour accueillir l'inclusion des citoyens par la régularisation du foncier et le droit à usage des terrains

Développer des filières de fabrication des matériaux locaux abordables.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 17 « Garantir l'accès à l'eau potable pour tous »

Garantir l'approvisionnement en eau potable pour tous les ménages de la ville en éliminant les différents cartels de corruption.

Légiférer le droit à l'eau potable. L'approvisionnement en eau propre doit être prioritaire en raison de sa nature domestique dans tous les foyers, tant dans les zones urbaines que rurales.

La politique d'accès à l'eau potable doit être associée à la production d'énergie et à l'assainissement pour améliorer les conditions de vie et atténuer les futurs scénarios de sécheresse et de santé publique.

Construire plusieurs forages d'eau potable pour faciliter l'accès de la population à l'eau potable.

Gérer les sources naturelles de la ville et aussi encourager les citoyens et les sociétés d'investir dans ce cadre.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 18 « Développer les systèmes agricoles »

Financer les projets agropastoraux et introduire les industries de transformation des produits agricoles.

La vulgarisation des procédés techniques et la communication des pratiques récentes dans le domaine agricole.

Offrir des réseaux de distribution alimentaire diversifiés et de courts circuits.

Favoriser la production biologique et faciliter l'installation des nouvelles activités et la commercialisation des produits issus de l'agriculture biologique.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 19 « Renforcer la sécurité urbaine »

Éradiquer les activités criminelles à travers des organisations communautaires en proposant aux impliqués dans la criminalité des activités productives et génératrices de revenus (par exemple : la couture, la menuiserie, l'art et la réalisation de films, l'agriculture, ...)

Le gouvernement devrait s'efforcer de réduire le taux de criminalité chez les jeunes grâce à des programmes d'autonomisation des jeunes (par des formations spécifiques)

Réglementer des sanctions fortes contre les personnes qui détruisent les propriétés publiques et les personnes qui s'engagent dans des activités de développement illégales.

Renforcer les moyens et les rôles des agents de sécurité pour une police au service des personnes (protection des vies et des biens).



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Les recommandations résumées

Objectif 20 « Assurer l'accès aux services de santé »

Assurer la présence de centres de santé plus efficace et agile, capable d'adaptation en cas d'épidémie.

Rendre l'offre de santé accessible pour tous.

Agir pour des politiques d'amélioration de cadre de vie et de lutte de tous types de pollutions pour préserver la santé publique.

Renforcer le maillage des structures de santé dans les zones urbaines et rurales.



Résultat

Les recommandations synthétisées par ordre de priorité

Conclusion générale

Les recommandations récoltées mettent en évidence l'importance d'une gouvernance et d'une planification urbaine efficace et partagée avec les citoyens.

Cela implique notamment de mettre en place :

- des outils de planification et de suivi des projets urbains,
- des contrôles plus étroits et transparents des ressources financières,
- des méthodes de planification collectives et citoyennes.

La formation occupe également une place centrale dans de nombreux objectifs : il ne s'agit pas seulement de former la population afin de développer l'économie, mais aussi de former les élus et les professionnels de la ville aux enjeux urbains actuels.

De manière générale, les participants semblent conscients de l'interdépendance et la transversalité des problématiques urbaines et n'hésitent pas à adresser plusieurs enjeux en même temps dans une seule recommandation.

Les recommandations des participants anglophones sont généralement plus précises, développées et localisées.



Priorités et recommandations par pays (TOP 10)



Priorités et recommandations localisées

Nigeria

Les priorités au Nigeria

(Selon la synthèse des propositions indiquées dans la question liée aux recommandations)

1. Améliorer la planification urbaine
2. Des logements abordables pour les ménages pauvres
3. Participation des citoyens à la planification et à la prise de décision
4. Politiques environnementales
5. Prendre en compte les activités et constructions informelles dans la gouvernance
6. Autonomisation des citoyens et des gouvernements au niveau local
7. Infrastructure améliorée
8. Développement de systèmes d'assainissement
9. Construction de routes pour relier les zones agricoles rurales
10. Accès à l'eau potable
11. Renforcer la sécurité urbaine (en particulier la criminalité)
12. La transparence de la gouvernance
13. Développer le financement des programmes

Les recommandations territorialisées pour le Nigeria

Aba

- Améliorer la qualité et l'accès à l'éducation
- Réduction de la pauvreté
- Mise à niveau du règlement
- Amélioration de la gestion des déchets
- Planification complète et incisive
- Le gouvernement devrait appliquer des politiques qui aideront à améliorer l'environnement
- Ils devraient canaliser les fonds de manière appropriée pour améliorer un environnement habitable
- Le gouvernement devrait engager les professionnels appropriés si l'objectif doit être atteint



Abẹokuta

- Transparence et cohérence dans la politique et l'administration des fonds
- Planification participative du développement et éducation pour faire comprendre l'importance du développement durable
- Les fonctionnaires du gouvernement manifestent une volonté politique de faire fonctionner les lois de planification
- Améliorer les engagements de planification vers le développement
- Planifier avec les gens et pas seulement pour les gens
- Volonté politique de réaliser des plans de planification sans préjudice

Abuja

- Plans de développement physique
- Rénovation urbaine et logements sociaux pour les citoyens pauvres
- Je pense qu'il est grand temps que le public participe à la prise de décisions en matière de développement, car de nouvelles idées, les idées des personnes qui portent les chaussures feront définitivement la différence
- Je recommanderai également, dans le cas du logement abordable, que le gouvernement intègre le logement aux avantages dont bénéficient leurs travailleurs. Les déductions mensuelles du fonds national du logement devraient être utilisées pour le confort des travailleurs et ne pas attendre après la retraite.
- Le gouvernement devrait restructurer toutes les installations de gestion des déchets et de recyclage pour être plus efficaces, économiquement viables et créer plus d'emplois

Akure

- Lois de planification strictes et application
- Fourniture d'un bon réseau routier reliant les zones suburbaines
- Implication des citoyens dans la planification des activités
- Mise à disposition d'infrastructures
- Fourniture d'opportunités d'emploi pour les jeunes grouillants
- Il devrait y avoir une bonne gouvernance urbaine
- Les réglementations en matière d'urbanisme doivent être revues et adaptées aux personnes
- La capacité de gouvernance doit être améliorée
- Premièrement, avoir une gouvernance inclusive et participative citoyenne qui donnerait aux citoyens un sentiment d'appartenance et leur serait plus facile de revendiquer l'appropriation de tous les programmes et projets gouvernementaux ayant contribué du début à la mise en œuvre, deuxièmement, développer des lois habilitantes et renforcer la mise en œuvre organisations pour surveiller et appliquer les lois / règlements et troisièmement, l'abordabilité du logement et la sécurité d'occupation.
- Réforme de l'utilisation des sols et gouvernance urbaine
- Égalité des chances d'emploi pour tous
- Intégrer les activités informelles dans la planification



Bida

- Il devrait y avoir une éducation communautaire sur la nécessité de l'aménagement paysager
- La protection et la gestion de l'environnement devraient utiliser une approche ascendante
- Implantation de forages dans des points stratégiques de la ville pour alléger les épreuves des femmes / filles

Gombe

- Le gouvernement à tous les niveaux devrait s'engager à utiliser correctement les activités d'urbanisme et de contrôle du développement afin d'avoir un environnement durable
- Il est nécessaire que le gouvernement et les PPP collaborent entre eux pour aider à atténuer les problèmes environnementaux dans la ville
- Les gens devraient se conformer strictement aux règles et règlements de gestion urbaine

Ibadan

- Mise en œuvre et praticité des fonctions de ville inclusive
- Une bonne gouvernance de la sécurité urbaine qui garantit la sécurité des vies et des biens
- Conception urbaine et planification et gestion environnementales abordables qui améliorent la qualité de vie des résidents
 - Des logements abordables, en particulier les ménages à faible revenu
 - De bonnes routes pour desservir les villes urbaines et relier les zones rurales
 - D'installations infrastructurelles
- La bonne gouvernance
- Participation citoyenne avec une prise de conscience approfondie
- Respect des règles d'urbanisme en matière de construction, d'écologisation et de gestion des déchets
- Formaliser le secteur informel pour accueillir l'inclusion des citadins
- Développement de la mise en page
- Autonomisation locale des personnes
- L'accès à la terre à des prix abordables devrait être mis à la disposition des salariés à revenus moyens et faibles de manière plus réaliste et praticable
- La fourniture d'infrastructures, la modernisation et la prestation de services devraient être étendues aux banlieues urbaines où le développement de logements progressif est répandu
- Les programmes de site et de service devraient être revisités et revigorés

Ilaro Egbado

- Il sera hautement nécessaire de donner aux collectivités locales les moyens d'être indépendantes en termes de financement afin qu'elles puissent assumer leurs rôles statutaires en tant que gouvernement au niveau local
- La question de la gestion et du contrôle de la production de déchets doit être dûment prise en compte car ses implications sur les risques pour la santé ne sauraient être surestimées
- L'approvisionnement en eau potable propre évitable doit être prioritaire en raison de sa nature domestique dans tous les foyers des zones urbaines et rurales



- Les routes carrossables doivent être considérées car elles jouent un rôle important en facilitant la circulation des biens et des services d'un endroit à un autre grâce à un minimum de stress et de coût
- Les mouvements de produits agricoles hors des zones rurales vers les centres urbains doivent être envisagés de toute urgence car certaines routes en état actuel nécessitaient un état d'urgence, par exemple Iweke-Ajilete et route Ilaro-Egbo à Yewa Sud Gouvernement local de l'État d'Ogun dans lequel beaucoup des produits agricoles pourrissent normalement en fonction de l'état des routes
- Une évaluation critique de la route indique que beaucoup a été perdu en termes de revenus générés internes car si les routes sont en bon état, de nombreuses activités se dérouleront simultanément dans cet axe qui compte plus de 10 à 20 communautés
- L'électrification rurale doit également être prise en compte car elle réduira l'exode rural et la surpopulation dans nos centres urbains, ce qui affecte invariablement une pression induite sur les infrastructures disponibles

Ile-Ife

- Le système de transport doit être amélioré
- Des logements adéquats et abordables ainsi que des opportunités d'emploi à fournir afin de réduire la pauvreté
- Fourniture d'infrastructures - eau, assainissement, drainage, etc.

Jos

- Le gouvernement devrait s'efforcer de réduire le taux de criminalité chez les jeunes grâce à des programmes d'autonomisation des jeunes.
- Le gouvernement devrait réduire le coût de la gouvernance et réorienter les ressources rares vers l'augmentation et l'amélioration des infrastructures et des services publics en décomposition.
- Le gouvernement devrait renforcer la gouvernance urbaine déjà faible et en appliquant les politiques déjà existantes qui mettent de l'ordre dans nos zones urbaines.
- Réaliser la planification physique au niveau de la ville et au niveau régional.
- Adhérer strictement aux recommandations de planification physique pour la ville et la région.
- Financer la fourniture d'infrastructures dans la ville et dans la région.
- Une bonne mise en œuvre des règles et directives d'urbanisme
- Fourniture d'infrastructures de base par le gouvernement.
- Sanctions contre les personnes qui détruisent les propriétés publiques et les personnes qui se livrent à un développement illégal.

Minna

- La nécessité de donner la priorité à l'urbanisme dans tous les secteurs de l'économie, une mise à disposition adéquate de main-d'œuvre professionnelle et un financement adéquat des programmes d'urbanisme



Lagos

- La forte primauté du droit
- Décentralisation de l'autorité de l'État vers le gouvernement local
- Transparence de la gouvernance
- L'attention des autorités étatiques et locales compétentes doit se concentrer sur la régénération urbaine de la ville de Lagos, améliorer l'accessibilité à des logements adéquats, renforcer la fourniture d'infrastructures urbaines et améliorer l'architecture de sécurité
- Les activités en vue de la réalisation des ODD 6 et 11 devraient être intensifiées
- Planification urbaine à long terme de la ville
- Planification à long terme de la gestion et de l'élimination des déchets
- Formation générale du public
- Une gouvernance transparente sincère
- Amélioration de l'approvisionnement en électricité. Cela générerait à son tour des emplois dans les secteurs publics et privés
- Une police au service des personnes (protection des vies et des biens)
- La bonne gouvernance
- Amélioration de la technologie et des pratiques de stockage des aliments. Cela rendrait la nourriture plus abordable et réduirait le coût de la vie
- Le gouvernement a surveillé le processus de gestion et d'attribution des terres, ainsi que le processus d'utilisation des terres
- Le gouvernement devrait surveiller / contrôler les développements et encourager la création d'entreprises qui créeront des opportunités d'emploi au sein de la communauté
- Restauration environnementale et rénovation urbaine
- Participation du public à la planification
- Bonne gouvernance pour la paix
- Création massive d'emplois
- Préparation de plans de développement pertinents
- Implication des urbanistes dans la planification physique et économique au plus haut niveau de gouvernance
- Suivi du développement informel
- Gouvernance inclusive et participative
- Responsabilité publique
- Propre planification
- Bon transport intermodal
- Bon accès à l'approvisionnement en eau potable pour le ménage
- Mise à disposition d'infrastructures de base
- Le gouvernement doit être rapproché du peuple grâce à un engagement accru entre le peuple et ses représentants.
- Les populations doivent être davantage sensibilisées à leurs droits et responsabilités
- Le gouvernement devrait lutter pour protéger la population en fournissant des équipements de base et en augmentant la police de proximité



Ota, Ogun State

- Un gouvernement plus inclusif et participatif
- Une éducation de meilleure qualité et obligatoire pour chaque enfant jusqu'à 18 ans - cela devrait être obligatoire
- Meilleure gestion et diffusion de l'information dans les langues officielles et locales

Owerri

- Création d'opportunités d'emploi pour les jeunes et tous les adultes employables
- Investissement dans l'éducation et la recherche
- Définition des responsabilités des professionnels dans l'environnement bâti et identification des zones de chevauchement
- Révision et application des politiques de gestion urbaine existantes
- Adoption d'une stratégie de participation du public au développement physique des zones urbaines

Port Harcourt

- Il est nécessaire de disposer de plans de développement stratégique / physique avec un cadre juridique et institutionnel approprié pour la mise en œuvre
- Volonté politique et financement adéquat des programmes, politiques et projets
- Transparence et participation améliorée du public à la gouvernance
- Nécessité de parvenir à la justice spatiale, à la mise en œuvre correcte de la politique de développement urbain de l'État et à la participation du public aux initiatives de développement

Yenagoa

- Bonne gouvernance et transparence et responsabilité dans la gestion des fonctions publiques
- Préparation des schémas de planification et mise en œuvre religieuse du schéma avec la participation active du public
- Mise à disposition d'infrastructures

Other cities

- Préparation et mise en œuvre de plans de développement urbain
- Mise à disposition de fonds pour le développement urbain
- Participation du public à l'urbanisme et au développement



Priorités et recommandations localisées

Tunisie

Les priorités en Tunisie

(Selon la synthèse des propositions indiquées dans la question liée aux recommandations)

1. Gestion des inondations et des eaux pluviales
2. Gestion urbaine : analyse et suivi des projets, gestion des ressources, application des règles
3. Espaces verts et végétalisation
4. Espaces publics : aménagement et contrôle de l'utilisation anarchique
5. Développement des transports publics et des mobilités douces
6. Énergies renouvelables

Les recommandations territorialisées pour la Tunisie

Ariana

- Analyses approfondies, suivi des projets, application des institutions
- Accès au logement
- Relier espaces urbains, financiers, économiques et agricoles
- Espaces verts et végétalisation
- Gestion de l'étalement urbain
- Assurer la sécurité
- Égalité sociale
- Transports urbains

Ezzahra

- Gestion des risques d'inondation

Ghomrassen

- Végétalisation par les citoyens et espaces verts
- Énergies renouvelables



Hamмам Laghzez

- Participation des citoyens et des urbanistes dans les projets urbains

Kram

- Gestion des catastrophes climatiques (inondations)
- Transports verts
- Gestion des déchets

Manouba

- Gestion de l'urbanisation
- Espaces verts et de distraction

Medenine

- Respect de l'environnement dans la planification urbaine
- Amélioration de la qualité de vie
- Energie solaire
- Normes de construction

Rades

- Gestion des déchets et assainissement
- Aménagement des espaces verts/naturels et des espaces publics/de jeux
- Gestion des eaux pluviales et inondations

Sfax

- Transports publics
- Energies renouvelables
- Préservation de l'héritage construit et culturel



Tunis

- Gestion des déchets : recyclage, valorisation
- Participation citoyenne et associative, en tenant compte des besoins spécifiques des communautés, en intégrant les différentes couches sociales, partenariats avec des sociétés privées
- Requalification des espaces verts et publics : intégrer la nature en ville, préservation du paysage, gestion de la voirie, promotion des déplacements doux, gérer l'utilisation des trottoirs et de l'espace public
- Gestion de la mobilité urbaine
- Protection contre les inondations, gestion des eaux pluviales

Zarzis

- Meilleure planification des infrastructures urbaines : eaux usées, eaux potables, électricité, trottoirs, parkings, rues, plages...
- Gestion des ressources financières
- Gestion des ressources naturelles



Priorités et recommandations localisées

Sénégal

Les priorités au Sénégal

(Selon la synthèse des propositions indiquées dans la question liée aux recommandations)

1. Gouvernance : transparence, finances publiques saines, suivi des projets, reddition de comptes
2. Participation citoyenne et inclusive
3. Accès aux services de base (eau, assainissement, alimentation)
4. Emploi : formation des jeunes
5. Gestion équitable du foncier

Les recommandations territorialisées pour le Sénégal

Bakel

- Éducation : démocratisation de l'éducation, accès à la culture, lutte contre l'élitisme, égalité des chances et ascenseur social

Dakar

- Changement climatique : intégrer dans la planification urbaine, espaces verts
- Alimentation : accès à une alimentation diversifiée
- Réduction de la pollution et propreté de l'espace urbain
- Gestion des déchets : système d'assainissement, emballages biodégradables
- Gouvernance sobre, inclusive et citoyenne

Guédé chantier

- Gestion des eaux pluviales
- Aménagement des espaces verts
- Moyens de transports adaptés



Guediawaye

- Gestion inclusive et participative
- Lutte contre la pauvreté
- Prospective territoriale

Louga

- Gestion transparente des collectivités
- Aménagement des terres

Ngnith

- Accès à une éducation de qualité
- Gouvernance et reddition de comptes
- Égalité d'accès à la terre

Rufisque

- Accès aux services de base : eau, assainissement, santé, éducation, sport, routes
- Emploi des jeunes

Sandiara

- Plan cadastral pour l'occupation des sols
- Formation des jeunes
- Accès au financement pour la population

Saint-Louis

- Gouvernance partagée et transparente
- Recentrer la ville et planifier l'urbanisation

Tambacounda

- Accès aux services sociaux de base
- Réduction des inégalités et équité sociale
- Emploi des jeunes
- Développement environnemental



Ziguinchor

- Participation citoyenne et inclusive
- Gestion des finances publiques plus saine et suivi des programmes de développement
- Système d'assainissement
- Intégration des marges urbaines
- Lutte contre le chômage des jeunes



Priorités et recommandations localisées

Bénin

Les priorités au Bénin

(Selon la synthèse des propositions indiquées dans la question liée aux recommandations)

1. L'accès aux services de base, notamment électricité, eau et santé
2. Une éducation de qualité
3. La préservation de l'environnement et la résilience climatique
4. La gestion foncière
5. Une meilleure gouvernance et gestion des ressources communales
6. La gestion des déchets
7. La participation de la société civile

Les recommandations territorialisées pour le Bénin

Cotonou

- Accès aux services de santé
- Accès à l'électricité
- Une éducation de qualité et inclusive
- Gouvernance : reddition de compte rendu, volonté politique
- Réduction de la pauvreté
- Gestion foncière
- Sécurité et fiabilité des transports
- Embellir la ville
- Appliquer les réglementations d'urbanisme

Covè

- Gestion des déchets
- Résilience climatique : adapter les infrastructures



Dangbo

- Gestion foncière
- Lutte contre les inégalités liées au genre
- Environnement : protection des zones humides et espaces aquatiques, sauvegarde de la biodiversité, création d'espaces verts
- Gestion des déchets

Godomey

- Emploi : promouvoir l'auto-entreprenariat, l'industrialisation, réduire le chômage
- Formation : créer des systèmes d'accompagnement des start-up et des enfants déscolarisés
- Participation citoyenne : améliorer l'information
- Environnement : plantation d'arbres (devant les maisons), tri des emballages, potagers collectifs

Porto novo

- Planification urbaine
- Gestion des ressources humaines et financières
- Egalité d'accès aux services publics
- Gestion foncière
- Implication de la société civile

Savalou

- Implication de la société civile
- Gestion des ressources communales
- Promotion et préservation de l'environnement

Tanguieta

- Co-construction de la ville durable avec les communautés
- Programmes de conservation des techniques et matériaux de construction vernaculaire

Toffo

- Gouvernance locale
- Accès à l'eau potable dans les écoles
- Développement de l'agriculture biologique localement



Priorités et recommandations localisées

Cameroun

Les priorités au Cameroun

(Selon la synthèse des propositions indiquées dans la question liée aux recommandations)

1. La gestion foncière
2. L'emploi et l'économie circulaire
3. L'accès à l'eau potable
4. Les énergies renouvelables
5. La gestion des déchets
6. La participation citoyenne

Les recommandations territorialisées pour le Cameroun

Bameka

- Accès à l'eau potable
- Accès à l'électricité
- Système de santé plus efficace
- Accès à une éducation de qualité

Douala

- Améliorer la mobilité : transports en communs, transports doux
- Gestion foncière et construction : règles de construction, accès au logement décent
- Emplois décents et baisse du chômage
- Prise en compte des modes de vie dans la planification urbaine
- Gestion des déchets et assainissement dont recyclage, économie circulaire
- Gouvernance
- Création d'espaces verts
- Connectivité des espaces publics à Internet
- Éclairage aux énergies renouvelables
- Accès à l'électricité
- Accès à l'eau potable
- Construction de routes durables



Maroua

- Énergies renouvelables
- Gestion des déchets
- Mise en place et respect d'une politique d'urbanisation

Mbalmayo

- Participation citoyenne et des communautés locales : accès à l'information, transparence, élaboration commune de projets, gouvernance multi-niveaux
- Gestion des déchets et assainissement : traitement, recyclage, bonnes pratiques, politique d'assainissement participatif et inclusif
- Économie circulaire et emplois verts
- Protection de l'environnement
- Amélioration de la sécurité
- Accès à l'eau potable
- Accès à l'éducation

Yaoundé

- Gouvernance et planification : personnel qualifié, outils juridiques adéquats, formation des gestionnaires urbains
- Gestion foncière : accès au logement décent, prise en compte des personnes vulnérables et handicapées
- Emploi : lutte contre le chômage et la pauvreté, encourager et accompagner la création d'entreprises, faciliter l'emploi



Priorités et recommandations localisées

Guinée

Les priorités en Guinée

(Selon la synthèse des propositions indiquées dans la question liée aux recommandations)

1. La lutte contre la pauvreté et le développement économique
2. Accès à l'éducation et à des formations de qualité
3. Participation citoyenne
4. Gestion foncière : construction et sécurisation
5. Services essentiels

Les recommandations territorialisées pour la Guinée

Boffa

- Pauvreté : nouvelles sources de revenus, accès aux infrastructures de base, redistribution des dividendes miniers à la population
- Accès à une éducation de qualité

Conakry

- Accès à l'éducation : éducation préscolaire, emploi des jeunes, qualification du système éducatif
- Assainissement et salubrité
- Accès à l'eau potable : notamment avec de nouveaux forages
- Formation des jeunes, des femmes, des élus des collectivités, de la société civile, notamment aux ODD
- Accès à l'électricité
- Lutte contre le réchauffement climatique et anticipation des inondations
- Lutte contre la corruption et l'impunité
- Aménager les espaces publics
- Accès à la santé à un coût abordable
- Participation citoyenne avec les jeunes et les femmes au cœur des projets
- Énergies renouvelables
- Infrastructures sportives



Faranah

- Développement moderne de l'agriculture
- Protection des réserves naturelles

Kindia

- Sécurité et sûreté
- Gestion durable des ressources
- Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes

Labé

- Construire plus de logements
- Faire respecter l'occupation des trottoirs
- Créer des espaces verts

Mamou

- Sécurisation des droits fonciers
- Participation citoyenne au développement urbain durable



Priorités et recommandations localisées

Kenya

Les priorités au Kenya

(Selon la synthèse des propositions indiquées dans la question liée aux recommandations)

1. Rénovation urbaine et modernisation des bidonvilles
2. Amélioration de la gouvernance et de la gestion urbaines
3. Promouvoir le développement économique urbain local
4. Appliquer toutes les politiques pertinentes, y compris les politiques environnementales.
5. Assurer la pleine participation des résidents
6. Lutte contre la corruption

Les recommandations territorialisées pour le Kenya

Kisumu

- Assurer la pleine participation des résidents à la priorisation de leur programme de développement
- Rendre les dirigeants responsables des besoins en particulier en matière de santé, d'eau et d'assainissement et de logement sans aucune forme de discrimination
- Renforcer les principes de la démocratie après les élections

Nairobi

- Création de systèmes fonciers sécurisés
- Mise en place d'un plan intégré de gestion des déchets solides
- Rénovation urbaine et réhabilitation des bidonvilles
- Introduction de programmes de filets sociaux de sécurité urbaine pour les citoyens pauvres
- Élection d'une équipe de direction compétente
- Lutter contre la corruption
- Appliquer toutes les politiques pertinentes, y compris les politiques environnementales
- Renforcement des capacités du personnel des agences urbaines en SIG, etc.
- Impliquer le secteur privé dans la fourniture de services, avec la participation du gouvernement en raison des taux élevés de corruption
- Développer des plans spatiaux pour toutes les villes
- Des techniques de détection géo-spatiale et à distance devraient être utilisées
- Une ville libre corrompue
- Créer des opportunités d'emploi pour les jeunes



- Allocations de fonds pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets
- Licenciement et poursuite en justice des fonctionnaires corruptibles
- Appréciation des espaces verts dans la planification urbaine pour renforcer la résilience
- Privatisation de certaines fonctions de la ville comme les applications de développement et le contrôle
- Crime - par le biais d'organisations communautaires, nous pouvons impliquer les jeunes impliqués dans la criminalité dans des activités productives génératrices de revenus, qui peuvent être la couture, la menuiserie, l'art et la réalisation de films, l'agriculture, etc.
- La sensibilisation du public et l'éducation civique sur un bon leadership et une bonne gouvernance éclaireront les masses pour qu'elles votent pour des leaders transparents qui ont une intégrité profonde
- Améliorer également le vote basé sur les politiques
- Améliorer la gouvernance
- Prioriser et respecter la planification
- Promouvoir le développement économique urbain local
- J'encouragerais l'utilisation du système d'énergie verte dans le mode de transport, en particulier, pour minimiser l'impact de la pollution par les différents véhicules accédant à la ville. Cela contribuera à réduire les émissions de carbone qui affectent de nombreux habitants de la ville
- Une autre solution à la menace de la ville est l'approvisionnement en eau potable en éliminant les divers cartels de corruption qui ont pris les habitants de Nairobi en otage. Cela garantira que l'eau est disponible pour tous les ménages de la ville
- Enfin, la fourniture de logements abordables aux établissements informels. Cela offrira à la majorité des résidents un logement et des conditions de vie convenables. Cela peut être fait par des partenariats public-privé
- Amélioration de la gouvernance et de la gestion urbaine
- Une planification urbaine appropriée et l'application du contrôle du développement
- Amélioration du système de gouvernance et développement des capacités professionnelles / gestionnaires de la ville, urbanistes, ingénieurs municipaux
- Augmentation de la génération de revenus locaux



Priorités et recommandations localisées

Maroc

Les priorités au Maroc

(Selon la synthèse des propositions indiquées dans la question liée aux recommandations)

1. Lutte contre la corruption et la gestion efficace des ressources publiques
2. Réduction du chômage via l'éducation, la formation et l'accès à l'emploi
3. Création et gestion des espaces verts
4. Participation citoyenne
5. Développement des mobilités et des déplacements doux
6. Développement social et lutte contre les inégalités

Les recommandations territorialisées pour le Maroc

Benguerir

- Développement économique

Casablanca

- Participation citoyenne : consultations populaires
- Sécurité : réduire la criminalité
- Aménagements routiers et de mobilités douces
- Aménager les espaces verts

El Jadida

- Gouvernance : transparence, participation citoyenne, respect des lois, lutte contre la corruption
- Réduction des inégalités sociales
- Formation des élus et meilleure gestion des ressources
- Accès à l'éducation et à la culture
- Démocratisation et sensibilisation au paysage urbain / architecture



Fès

- Espaces verts
- Transports

Oujda

- Lutte contre la pauvreté : création d'emplois, salaires décents
- Gestion foncière : lutte contre la spéculation foncière, logements décents
- Gestion des ressources : optimisation des dépenses publiques et transparence
- Éducation : lutte contre l'analphabétisme

Rabat - Salé

- Accès à l'éducation et lutte contre le chômage : éducation publique de qualité, formation des jeunes et intégration sur le marché de l'emploi
- Gouvernance : corruption, gestion inclusive
- Énergies renouvelables
- Espaces verts
- Réduction des inégalités

Skhirate

- Lutte contre le chômage et l'exclusion
- Espaces verts
- Lutte contre la corruption

Tanger

- Lutte contre la corruption
- Accès au logement



Priorités et recommandations localisées

Burkina Faso

Les priorités au Burkina Faso

(Selon la synthèse des propositions indiquées dans la question liée aux recommandations)

1. La gestion des déchets
2. La gestion foncière
3. La protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques
4. La gouvernance
5. Le logement décent et abordable

Les recommandations territorialisées pour le Burkina Faso

Bobo-Dioulasso

- Gestion des déchets
- Protection de l'environnement : politique écologique, aménagement des espaces verts, sensibiliser sur la vie en milieu urbain
- Lutte contre la corruption : digitaliser les services publics
- Lutte contre la spéculation foncière
- Aménagement des marchés
- Construction de logements sociaux

Ouagadougou

- Gestion foncière : réduire l'étalement urbain, sécurisation foncière, systèmes d'appartements à niveau
- Logement décent
- Gestion des déchets
- Gouvernance : priorité aux ODD, trouver des partenaires techniques et financiers, appliquer les textes
- Lutte contre les changements climatiques : énergies renouvelables
- Participation citoyenne et gestion partagée
- Lutte contre la pollution de l'air et de l'environnement
- Accès à la santé et l'hygiène
- Accès à l'eau potable
- Lutte contre les accidents



Saaba

- Gestion du foncier rural, régularisation des sites mal-lotis
- Accès à l'eau potable



Priorités et recommandations localisées

Ouganda

Les priorités en Ouganda

Selon la synthèse des propositions indiquées dans la question liée aux recommandations)

1. Produire des logements décents et abordables
2. Promouvoir l'emploi
3. Former les jeunes
4. Éduquer et sensibiliser la population sur les politiques mises en œuvre
5. Améliorer les systèmes de transport (multi-modalité et routes goudronnées)
6. Lutter contre la corruption (notamment en étant strict sur les lois)

Les recommandations territorialisées pour l'Ouganda

Kampala

- Plaider pour une bonne gouvernance
- Des mesures rigoureuses devraient être mises en place pour contrôler les corrompus qui abusent des fonds publics, y compris les inculper devant les tribunaux
- Des lois rigoureuses doivent être mises en place, y compris leur mise en œuvre.
- La prévention des catastrophes naturelles comme les inondations, les tremblements de terre doit être considérée comme une priorité et un financement suffisant doit être acheminé vers le même
- Créer des emplois
- Sensibiliser les gens
- Laisser les fonctionnaires corrompus du gouvernement rendre des comptes
- La Ville doit être bien reliée à tout ce qui est nécessaire pour garantir aux résidents un logement décent, ce qui est très important pour le bien-être humain. Tout est question de bien-être humain
- Impliquez le public et informez-le sur vos systèmes de gestion
- La sensibilisation fait défaut sur la plupart des politiques.
- Le gouvernement devrait allouer des fonds pour l'achat de terres et construire à la fois des logements pour la classe moyenne et des logements abordables
- L'urbanisme doit également être mis sur la liste des priorités
- Opportunités d'emploi pour les jeunes
- Développement d'infrastructure planifié
- Réduction de la pollution et bonne gestion des déchets



- Le gouvernement ougandais devrait donner la priorité à la planification urbaine afin que le transport multi-modèle soit planifié afin qu'un système de transport fonctionnel soit mis en place avec des logements correctement planifiés
- Le gouvernement devrait également acheter des terrains pour des logements sociaux afin de réduire l'étalement urbain et le défi du logement
- Davantage de marchés et d'industries devraient être mis en place pour de meilleures opportunités d'emploi. Mais aussi la formation des jeunes aux compétences
- Production de logements abordables pour les communautés
- Renforcement d'une équipe d'application de la loi active
- Réduction des tendances de corruption dans le pays

Mukono

- Plus de routes goudronnées
- Lutte contre la corruption
- Logement décent et abordable



Annexe (Questionnaire)



La grande consultation 2020 – Questionnaire

Réalisée du 16 au 30 novembre 2020, en ligne

La consultation 2020 du programme « Afrique Villes Durables » d’USF comporte sept questions dont une question ouverte pour proposer des recommandations.

Q1/ Parmi les objectifs ci-après, quels objectifs doivent être les priorités de votre collectivité territoriale ? (trois choix max)

	Eliminer les bidonvilles et fournir des logements sûrs et abordables
	Développer des réseaux de transports accessibles et abordables
	Réduire l'étalement urbain
	Accroître la participation à la gouvernance urbaine
	Renforcer la préservation de la culture et du patrimoine
	Relever les défis de la résilience urbaine et du changement climatique
	Mieux gérer l'environnement urbain, la pollution, les déchets
	Assurer pour tous l'accès à des espaces publics sûrs et sécurisés
	Améliorer la gestion urbaine grâce à de meilleures politiques et réglementations urbaines



Q2/ Concernant le logement, parmi les propositions ci-après, quelles seraient selon vous les trois solutions indispensables pour votre ville ? (trois choix max)

La sécurité foncière
Le respect des règles d'urbanisme et de construction
L'accès à l'eau potable
L'accès aux installations d'assainissement
L'accès à l'électricité
Le ramassage des déchets
La connectivité internet
L'adéquation culturelle
Le prix (le coût et l'abordabilité)
L'accessibilité et l'emplacement
L'extension de la surface habitable
Le choix des matériaux de construction
L'utilisation des énergies renouvelables
La récupération des eaux pluviales
La forme architecturale
La végétalisation

Q3/ Concernant les modes de déplacements et le système des transports, parmi les propositions ci-après, quelles seraient selon vous les trois solutions indispensables pour votre territoire ? (trois choix max)

La couverture de tout l'espace urbain par des transports en commun
La connexion des espaces urbains et des zones rurales par des transports en commun
Le choix des véhicules visant la réduction des pollutions atmosphériques et sonores
La prise en compte des personnes vulnérables et handicapées
La sécurité routière (réduction des accidents)
La fiabilité et la ponctualité des transports
La connectivité internet dans les taxis et transports en commun
Le coût (le prix du déplacement)
La planification urbaine et la multi-modalité
La mobilité verte (utilisation des énergies renouvelables)
La sécurisation des parcours des piétons
La création d'espaces réservés ou de pistes pour les vélos, les bus, etc.
La réhabilitation des infrastructures existantes et/ou inutilisées (routes, chemins, rails, ...)
L'amélioration innovante des infrastructures (espaces ou murs végétalisés autour des routes, revêtement avec une bonne absorption acoustique, revêtement anti-inondation, ...)



Q4/ Concernant l'espace public, parmi les propositions ci-après, quelles seraient selon vous les trois solutions indispensables pour votre quartier ? (trois choix max)

L'éclairage public et la visibilité
La sécurité urbaine (présence de contrôle et sûreté)
L'aménagement des trottoirs
La mise à niveau des voiries et lutte contre les inondations
La création de places publiques ou d'espaces de rassemblement
L'aménagement des jardins et des espaces verts
L'intégration intergénérationnelle et création des aires de jeux pour les enfants
L'aménagement des espaces de sports pour les jeunes
Les activités culturelles en plein air
L'intégration et la sécurité des genres, notamment des femmes et des enfants
La connectivité et gratuité d'internet dans certains espaces publics
La propreté des rues et la gestion des déchets
L'aménagement des commerces de proximité et de marchés alimentaires
L'installation de lieux de convivialité (cafés, restaurants, ...)
L'accès dans les espaces publics à l'eau potable et aux installations sanitaires

Q5/ Parmi les problèmes indiqués ci-après, quels sont selon vous les trois problèmes dominants qui freinent le développement durable de votre territoire ? (trois choix max)

Les inégalités d'accès aux infrastructures et aux services de base
La spéculation foncière et la difficulté d'accès à des logements décents et abordables
La forte présence de l'emploi indécent et du chômage
Le manque de systèmes éducatifs de qualité ou de formations nécessaires et accessibles
La pauvreté et l'urbanisation informelle
L'isolement, l'individualisme et l'affaiblissement des cultures
La criminalité et l'insécurité
La dégradation de l'environnement et des espaces naturels
L'agriculture intensive et la surconsommation
Les constructions et activités polluantes et leurs effets sur l'environnement
La perte de la biodiversité et la dégradation des milieux aquatiques
Le manque de gestion des déchets et de l'assainissement
La pollution des sols, de l'eau et de l'air ainsi que la dégradation de la santé publique
Le manque de prévention et de gestion des catastrophes naturelles (inondation, glissement de terrain, séisme, ...)
La corruption et l'absence de transparence des décisions et de la gestion des fonds publics
Le manque d'information et de participation de la société civile
La faiblesse des cadres juridiques (manque ou insuffisance d'application des lois) et du fonctionnement des institutions
Le manque de sources de financements et la défaillance dans la gestion publique et des ressources



Q6/ Sur une échelle de 1 à 10, quelle note donnez-vous à la gouvernance urbaine et la gestion de la ville de votre collectivité territoriale (1 étant la note la plus basse)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

Q7/ Se fondant sur vos réponses de la question précédente, quelles sont vos trois recommandations pour le développement durable de votre ville ?

